

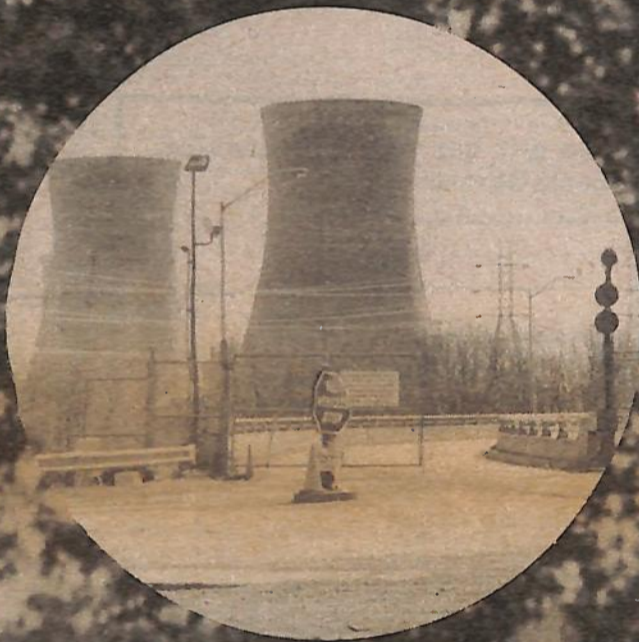
# la Gueule ouverte

**1 500**  
abonnés supplémentaires  
pour sauver la G.O.  
voir page 2

N° 259 / Hebdomadaire / 3 mai 1979

France 5 FF / Suisse 2,50 FS / Belgique 42 FB

## RETOUR A LA NATURE ?



## SOUS LE POMMIER L'ATOME

**Nous vous le disions la semaine dernière : Il nous faut 1500 abonnés supplémentaires pour que la GO survive. Mais il serait encore mieux que ces 1500 abonnés soient de NOUVEAUX lecteurs. Bien sûr, en vous abonnant, vous ne donnez pas 2,40F aux différents intermédiaires, et tout en faisant une petite économie, vous nous aidez. Mais 1500 nouveaux abonnés qui signifieraient 1500 acheteurs en kiosque de moins n'en seraient pas moins insuffisants à notre équilibre budgétaire menacé. Aussi, est-il plus urgent, plus utile à la survie du seul hebdo écologique sans publicité qu'est la Gueule Ouverte, de le faire connaître. Parlez-en, abonnez vos amis, diffusez-nous, demandez-nous des vieux numéros pour les distribuer gratuitement (pour cela adressez-vous à Pierre, service diffusion), donnez-nous l'adresse de personnes à qui nous pourrions envoyer un spécimen gratuit de la GO (bulletin ci-dessous). Et puis, dans la mesure de vos moyens, abonnez-vous au tarif le plus fort qu'il vous est possible, une espèce de compromis historique. Et puis, s'il vous reste quelques sous superflus, ils seront les bienvenus en ces temps difficiles. Mais la seule solution véritable à moyen et long termes, c'est une diffusion plus large. Alors, faites-nous connaître. Merci.**

Je vous transmets les noms et adresses suivants afin que vous leur envoyiez gratuitement un exemplaire de la dernière Gueule Ouverte :

1 .....

2 .....

3 .....

4 .....

5 .....

**Souscription**

Je joins la somme de .....francs en soutien à la G.O. Bulletin à retourner à la G.O. Saint Laurent en Brionnais, 71800 La Clayette (chèque à l'ordre des Editions Patatras).

Comme nous vous l'annonçons depuis un mois, nous sommes contraints de réajuster nos tarifs d'abonnements. 200 à 300F selon vos revenus. Pas besoin d'être un génial économiste pour comprendre qu'à 100F et même à 170F, on bouffe la baraque ! Regardez si le cœur vous en dit, les tarifs des autres journaux d'écologie ou de politique, et n'oubliez pas que nous sommes subventionnés par personne et que nous n'avons aucune ligne de publicité. Merci.

**abonnement**

200 F à 300 F selon vos revenus, 250 minimum pour l'étranger

Chèque bancaire ou postal à l'ordre des Editions Patatras, Bourg de Saint Laurent en Brionnais, 71800 La Clayette.

(écrire en capitales)

NOM .....

PRENOM .....

ADRESSE .....

CODE POSTAL .....

VILLE .....

**T.G.V. plus cher au kilomètre**

J'ai lu l'article sur le TGV dans La Gueule Ouverte N° 257 du 18 avril 79. Vous dites qu'une place dans le TGV ne coûterait pas plus cher que la même place dans un train normal de Paris à Lyon. Or la distance parcourue par le TGV serait réduite d'environ 100 km, étant donnée la nouvelle infrastructure que l'on construit en ce moment.

Ce qui revient à dire que le prix au kilomètre sera augmenté. C'est ce que cherche à cacher la SNCF en disant qu'il n'y aura pas de supplément pour les gens qui voyageront dans le TGV.

Christine Casé

**A Messieurs les marchands d'électricité**

Insatisfait par la trop brève interruption des activités suicidaires de «Thilhangé I», estomaqué par l'audace des tours de prestidigitations de notre gouvernement à la suite de la fermeture de la centrale après l'accident de Harrisburg, «l'Ami's de la terre's Football Club» défie la Société des Exploitants Electriques Belges à venir, tant qu'on y est, mettre en jeu son programme nucléaire au cours d'un match de football sur terrain neutre.

Le vainqueur de ce match, dans un deuxième temps, remettrait sa performance en jeu, en finale, face à nos parlementaires.

Nous sommes absolument convaincus que le sens de l'humour proverbial des électriciens, dont le meilleur gag reste jusqu'ici précisément le mégaprogramme nucléaire ne faillira pas en cette occasion et qu'il s'en

trouvera bien onze pour répondre à notre appel, à l'occasion de la journée du soleil le 23 juin prochain. Le lieu de la rencontre sera fixé d'un commun accord et communiqué ultérieurement par voie de presse.

«Comment nous reconnaitrions-nous les uns les autres si nous ne prenons pas l'initiative de nous rencontrer ? (Cardinal Mercier) car «vous autres qui voyez, qu'est-ce que vous faites de la lumière enfin ?» (Paul Claudel), «qu'importe que l'on tremble si l'on marche en avant» (E. Figuière) et n'oublions jamais de «maintenir vivante en nous la faculté de l'effort, en la soumettant chaque jour à un petit exercice sans profit.» (William James)

Amis de ma Terre's Football Club  
Réseau Libre des Amis de la Terre Verviers 7 rue Maison Communale 4802 Heusy

Nous avons reçu deux lettres du comité écologique de Nîmes : elles ne nous étaient primitivement pas destinées. Les voici, témoins du marasme de l'écologie militante, en attendant des jours meilleurs.

**le Comité s'écrit à lui-même**

Depuis plusieurs semaines, voire plusieurs mois, plusieurs types de réactions se produisent dès que l'on prononce le mot «Comité-Ecologique». Sourires, soupirs, questions... «Pardon, vous disiez ? Le feu Comité-Ecologique... !». D'autres se présentent : «J'aimerais vous rencontrer. Je ne suis pas là depuis longtemps...».



Vous ? Qui ? Des fantômes en perdition, chacun dans sa petite histoire personnelle, des êtres bien en chair, impliqués dans d'autres projets, ailleurs ? nulle part, vivant à peu près bien, vivant bien, vivant ou non-vivant ? C'est une série de questions. Je n'ai pas de réponse ; je ne suis qu'une boîte à lettres ; je reçois quelques visites, quelques messages, et je ne sais que répondre aux nouveaux étant déjà bien « occupée » par mes deux boulots de cette année et par moi-même.

Non, on n'a pas de chef ! On n'en veut pas, même si nous sommes tous aussi incapables de nous prendre en charge dans et par rapport au comité.

Ma réflexion aujourd'hui est double. Il faut mettre fin à un état de doute et décider collectivement du futur, nous dire nos désirs et non-désirs par rapport à ce comité, nous dire sur quel mode de relation fonctionner. Il n'y a pas une réponse ; il y en a plusieurs ou pas. A chacun de dire. Quelle réponse donner à d'autres ?

Et si vous faut me répondre pour que je sache si j'existe encore en tant que boîte à lettres du comité.

Anne-Glaire Mortier  
4, rue des Flottes  
30000 Nîmes.

P. Duclerq

**D**e fait, le comité écologique n'existe plus ! Inconséquence des militants ? (notre conséquence !), découragement ? doutes sur l'efficacité du militantisme traditionnel ? manque d'imagination pour renouveler les formes de militantisme ? peut-être un peu de tout cela !

Pourtant le nucléaire continue, le système s'engage de plus en plus dans ses choix politiques, économiques et culturels. Nous, on se tait ! Sans vouloir faire vivre à tout prix un comité écologique que nous semblons tous refuser, j'ai envie simplement de m'exprimer par rapport à ce qui se passe en ce moment (accident, accélération du nucléaire, etc...).

Ne pourrait-on pas, au moins, ponctuellement, se retrouver pour organiser une journée d'« expression » du type de ce qui a été fait pour le Larzac et populariser par exemple le fractionnement des factures EDF ? On pourrait y associer tous les courants anti-nucléaires, des fanfares, théâtre, etc... et les partis politiques et syndicats qui le souhaiteraient.

Il faudrait pour cela une dizaine de personnes prêtes à se mobiliser efficacement et à casser le rythme habituel des réunions-salons ! Avec le temps qui se met au beau, on pourrait préparer cela un week-end en plein air, dans un maret. Si vous êtes d'accord, écrivez d'urgence à la rue des Flottes (intervention à faire pour fin mai).

## L'écologie politique est à l'ordre du jour

**L**a gauche politique se rétrécit comme une peau de chagrin. Après avoir joué l'ouverture, le PC se replie sur des positions stratégiques préparées à l'avance. Tout à sa peur d'être désigné comme le grand responsable de l'échec de l'union de la gauche, il retrouve une vieille identité : le parti de la classe ouvrière. Comme si cette dernière était immuable en ces temps de restructuration !

Le dernier congrès du PS nous a montré une génération de jeunes loups, jouer leur avenir politique en misant sur l'homme susceptible de les propulser dans la carrière. Ce faisant ils éteignent un débat qui s'annonçait passionnant et peut-être novateur au sein du parti.

Figée, la gauche stagne mollement dans le marais de son inaptitude à créer un espace politique différent.

Tout triomphalisme de mauvais aloi mis à part, nous sommes bien obligés de constater que l'actualité honore les thèses écologiques : une nouvelle marée noire évitée de justesse, Harrisburg, Fessenheim, Grand-Serre, le Larzac hantent les colonnes de nos journaux. Ailleurs, dans notre mouvance, le mouvement des femmes se mobilise contre la croisade anti-avortement des évêques. Au Pays Basque, qui de part et d'autre des Pyrénées illustre sans doute ce que pourrait être une Europe des régions, la lutte antinucléaire a repris une ampleur exceptionnelle.

Plus que jamais l'écologie politique est à l'ordre du jour et pourtant toutes les sensibilités qui font cette écologie radicale répugnent à la politique. Pourquoi ? L'exemple de nos aînés cités plus haut ? Un fatalisme punk ? Un besoin de sécurité qui nous ferait préférer nous taire ou à l'extrême rigueur nous battre au sein d'un « syndicat de l'environnement » gérant l'acquis des luttes écologiques ? Camarades, exigeons la baisse du taux de pollution sur nos plages !

A la Gueule Ouverte, nous ne voulons pas nous contenter d'être uniquement le long catalogue des agressions contre la planète, ni la simple chronique des actions défensives localisées. Au contraire, nous souhaitons aggrandir notre espace politique (ceux qui rétrécissent le leur nous y poussent) et devenir avec vous le laboratoire où pourraient s'élaborer de sérieux projets de société ne négligeant ni l'économie, ni la recherche, ni l'utopie.

L'écologie comme moyen de se réapproprier notre pouvoir. L'écologie en termes de pouvoir, en quelque sorte.

Y.-B.C ●

## Sommaire

Les immigrants de l'utopie	p. 4 & 5
L'affaire Negri	p.6
Le quart monde :	
Sous le paillason de l'histoire	p.9,10,11,12
Les élections européennes	p. 14
IV <sup>e</sup> marche antimilitariste	p.17



Administration : Bourg de Saint Laurent en Brionnais, 71 800 La Clayette.  
Tél.: (83) 28 17 21  
Télex : ECOPOLE 80 16 30 F

Notre télex est à la disposition des lecteurs. Par l'intermédiaire d'un poste public télex-PTT, il est possible de nous envoyer des articles.

De même, nous pouvons recevoir des communiqués, qu'à notre tour et avec notre propre télex, nous pouvons rediffuser à la presse (dans ce cas, mettre « à rediffuser » en tête du message pour que nous la mettions sur bande perforée). Pour toute information de dernière minute, vous pouvez téléphoner jusqu'à dimanche 16 h.

SARL Editions Patatras, capital de 2 100 F.

200 F à 300 F selon vos revenus, 250 minimum pour l'étranger

Chèque bancaire ou postal à l'ordre des Editions Patatras, Le Bourg, 71 800 St Laurent en Brionnais.

Pour les changements d'adresse, joindre la dernière bande d'envoi et 2, 40 F en timbres !

Nous vous demandons un délai de 15 jours pour effectuer les abonnements, réabonnements en retard et changements d'adresse.

### POUR QUE VIVE LA GUEULE OUVERTE

Nous avons besoin de diffuseurs pour vendre le journal sur les fêtes, manifs, entreprises, lycées, facs, groupes divers, MJC ou autres lieux de luttes et d'animations correspondant aux thèmes que nous défendons.

Vous pouvez régler le nombre d'exemplaires à vendre par semaine. Vous touchez 2F par exemplaire vendu 5F.

Nous avons encore des affiches et des anciens numéros pour présenter le journal (gratuit).

Demandez les renseignements à Pierre, service diffusion.

**Q**ui d'entre nous n'a rêvé un jour ou l'autre de vivre à la campagne pour retrouver la nature, travailler la terre et ne dépendre que de soi ? Pour certains, le rêve est devenu réalité le jour où, se décidant à sauter le pas, ils sont partis pour s'installer dans la montagne Noire, en Ariège, voire dans l'arrière pays provençal du côté de Barcelonnette ou à proximité d'Aulagne.

De la première vague, celle qui fit suite à l'explosion du printemps 1968, il n'en reste que fort peu ; mais depuis 1974-1975 on voit arriver (essentiellement dans la partie gardoise des Cévennes et la moyenne montagne pyrénéenne) de très jeunes gens surtout du lycée à qui la crise rend plus sensible l'absurdité de devoir perdre sa vie à la gagner. Et puis il y a les vieux - la trentaine et plus - ceux qui ont un projet, un peu d'argent, et qui ont soigneusement préparé leur arrivée. Ceux-là, instruits par l'échec de leurs prédécesseurs «ne partent pas sans biscuits».

Les néo-ruraux d'aujourd'hui se sont installés dans la durée. Dans une conjoncture économique et sociale dominée à la fois par la crise et par la canalisation électorale, des aspirations au changement, l'utopie se résout, le plus souvent, en une recherche individuelle, d'un mode de vie plus supportable, plus conforme à ce qu'on souhaite.

Par ailleurs, cette utopie est aujourd'hui confrontée à des données nouvelles : celles, notamment, de la politique gouvernementale de l'espace qui s'intéresse de plus en plus à ces régions délaissées qu'occupent les «hippies», pour en faire des réserves de nature et d'air pur.

Pendant près de trois ans, deux jeunes chercheurs du CNRS, D. Léger et B. Hervieu, ont travaillé à restituer la multiplicité de ces parcours vécus, du rêve de la vie paysanne, à l'installation agricole, du fantasme de la création d'art à la vente d'objets «faits main» aux touristes...

Résultat de ce labeur : un excellent bouquin qui vient de paraître au Seuil sous le double titre : *Le Retour à la Nature «Au fond de la forêt.. l'Etat»* (1).

«Marginaux» ou «colonisateurs, animateurs ou perturbateurs - en puissance - de l'ordre public, «forces vives du pays» ou «parasites subventionnés», ces images contradictoires - qu'on leur renvoie d'eux-mêmes - dessinent l'ambiguïté de la situation des «installés» pris en porte à faux entre l'administration qui «s'intéresse» à eux pour autant qu'elle les contrôle et la population locale qui s'en méfie mais dont ils soutiennent néanmoins avec force certaines des aspirations à «vivre au pays».

**«Les immigrants de l'utopie ne sont ni les nouveaux chiens de garde du système dans les régions désertifiées, ni les purs anticipateurs d'une nouvelle civilisation en train de naître. Pris dans le tissu de relations sociales contradictoires, ils sont eux-mêmes en situation contradictoire et c'est à ce titre qu'ils jouent un rôle actif dans les rapports sociaux»** concluent Danièle Léger et Bertrand Hervieu. Et c'est leur mérite que d'avoir su échapper au jugement en noir et blanc. Le «retour» n'est pour eux ni l'expression politiquement douteuse des états d'âme de la petite bourgeoisie en crise, ni la traduction d'enthousiasmes «écologiques» d'intellectuels qui trouvent dans l'utopie ruraliste vécue (par d'autres) la caution à leur propre désengagement politique.

Voilà pourquoi, il faut lire cet ouvrage sans complaisance pour nos utopies douloureuses ou vivifiantes, mais qui rassemble avec intelligence, altitude et clairvoyance, une somme «d'alternatives communautaires et néo-rurales» dont beaucoup d'entre nous ont été, ou sont encore les expérimentateurs.

Voilà pourquoi avec l'aimable autorisation des Editions du Seuil nous en publions ici quelques bonnes feuilles comme une invite à la lecture et à la discussion.

## Les immigrants de l'utopie



Photo Gallocher

## L'impasse économique

**C**'est sans doute au plan économique que les contradictions de l'anticipation communautaire se sont fait sentir le plus nettement et avec les conséquences les plus décisives pour la survie même des groupes. De manière très générale, le discours communautaire mettait l'accent sur la nécessité d'en finir avec l'opposition entre travail et non-travail, avec la division sociale du travail qui en est le fondement, avec l'obsession productiviste qui commande l'organisation capitaliste du travail et donc avec la dissociation du «ménage» et de «l'entreprise» qui fractionne l'existence quotidienne selon les différentes fonctions des acteurs, et réduit l'individu à son activité de producteur. Dans le cas des communautés rurales, ce projet plus ou moins formalisé allait de pair avec une volonté autarcique : le non-recours au marché devant, effectivement et symboliquement, manifester la distance prise avec le système social dominant. Mais la recherche de l'autarcie n'avait elle-même quelques chances de succès qu'à la condition de déployer une activité agricole intensive, effectivement partagée par tout les membres du groupe, et contradictoire, en fin de compte, avec la volonté première de non-travail ou au moins de régulation libre du travail individuel. Une fois que la dureté d'un hiver cévenol ou pyrénéen avait eu raison des mythes (très largement partagés par les intéressés au moment du départ) de la surabondance de la nature, de la générosité de la terre «qui ne demande qu'à produire», «qui est riche, mais à qui on ne demande plus rien», il ne restait souvent d'autre issue aux communautaires que de rechercher des ressources à l'extérieur, soit par le biais de petits boulots saisonniers (vendanges, ramassage des fruits, travaux de forestage ou de maçonnerie, etc.), soit surtout en utilisant les possibilités individuelles des uns ou des autres et en particulier les ressources disponibles des nouveaux arrivants (économies, bourses d'études, allocation de chômage, aide des parents, etc.). Dans le cas (très répandu) où les groupes ne disposaient pas de terres en suffisance, ni du capital financier minimum, au départ, pour acheter des outils, du bétail, etc., ces solutions de fortune étaient les seules possibles, avec tout ce qu'elles comportaient de germes de crise interne : soit que certains membres du groupe, soit que certains «passagers» non désireux de s'installer durablement aient (et parfois pour de bonnes raisons) l'impression de se faire proprement spolier, «alors que, nous disait l'un d'eux, la communauté nourrissait tout un tas de parasites bien décidés à ne rien foutre».

Lorsque le groupe disposait d'une petite exploitation agricole, les choses n'étaient que rarement plus simples. L'absence de règle du jeu institué, en matière de répartition quotidienne du travail, était également - nous l'avons observé dans une bonne dizaine de cas en Cévennes - une source de conflits irréductibles, d'autant plus violents que ceux qui travaillaient le plus se voyaient éventuellement reprocher, par une partie du groupe, de rechercher par là une prise de pouvoir sur la communauté... S'y ajoutaient, dans un certain nombre de cas, les problèmes épineux liés à l'inégalité des mises de fonds initiales, occultés dans la phase euphorique de l'installation et du grand «partage», et brutalement mis en lumière par les difficultés de la survie quotidienne.

(...) Cette situation d'incertitude économique, plus ou moins conflictuelle, compliquée par des difficultés climatiques, des problèmes de relations à l'environnement, des déboires liés au

manque de compétences pratiques des intéressés ou à leur refus délibéré de prévoir l'avenir, avait pour conséquence de rendre à peu près caduc le projet de certaines communautés de «jeter les bases, à une échelle réduite, d'un autre modèle économique possible». Encore faut-il préciser que les groupes qui développaient - dans les années 1968-1971 - un projet d'économie alternative étaient l'exception. En fait, dans leur grande majorité, les communautaires de l'après-68 faisaient purement et simplement l'impasse sur les problèmes économiques : entre la recherche difficile, au jour le jour, des moyens de survie et un discours révolutionnaire, largement partagé, qui mettait en question les rapports de production capitalistes, il n'y avait qu'exceptionnellement place pour une utopie économique, comme si, en ce domaine, aucune anticipation n'était possible. Comme si le seul refus concret opposable au système était l'affirmation de certaines valeurs, le partage, l'indifférence par rapport à l'argent, la non-possession, la jouissance immédiate, le refus de la «crispation prévisionnelle», etc. On se proposait de transformer les relations inter-personnelles, dont le rapport à l'argent est l'expression symbolique, à défaut d'avoir pris sur les rapports sociaux dont il est la transcription matérielle.

## Les nouveaux villageois

**D**épart au désert, retour à la terre... le tournant décisif se situe au moment où les intéressés cherchent et prennent les moyens de subsister sur place, soit parce que les ressources extérieures leur font défaut, soit parce qu'ils décident de s'en passer. Plus question, pour eux, de miser sur la solidarité de tous les «marginiaux» pour s'extraire de l'économie : il leur faut raisonner en termes de production et d'échanges, accepter la règle du jeu économique et donc aussi la règle du jeu social qui lui correspond, selon laquelle l'individu n'existe comme être social qu'en fonction de la place qu'il occupe dans les rapports de production. La trajectoire de telle ou telle communauté, passée progressivement de l'expérimentation anti-institutionnelle à l'organisation coopérative du travail agricole, illustre le processus. Mais cette évolution concerne le mouvement du retour dans son ensemble, y compris les projets et les tentatives des arrivants les plus récents.

Les communautaires de l'après-68 vivaient dans le précaire, dans le provisoire. A la recherche quotidienne, au jour le jour, des solutions aux problèmes immédiats de la survie et de la cohabitation, répondait l'utopie d'un monde tout autre, dont l'instauration définitive ferait suite au bouleversement radical de toutes les structures sociales, un «Mai» qui, cette fois, «irait jusqu'au bout», un «Mai» imminent...

Les néo-ruraux d'aujourd'hui - ceux dont le nombre augmente régulièrement depuis 1975 - se sont installés dans la durée. Dans une conjoncture économique et sociale dominée à la fois par la crise et par la canalisation électorale des aspirations au changement, l'utopie se résout en une recherche individuelle d'un mode de vie plus supportable, plus conforme à ce qu'on souhaite :

«Ce n'est pas comme ça que je rêvais de vivre, nous disait une «installée» cévenole, ex-maître-auxiliaire dans la région parisienne, mais j'ai au moins l'assurance de vivre ici moins mal qu'ailleurs, et comme on ne peut pas espérer grand-chose d'autre...»

La crise économique a brisé - pour beaucoup de ceux qui aspirent aujourd'hui à retourner à la terre - des perspectives d'insertion sociale à laquelle leur donnait en principe accès leur formation. L'idée, très répandue après Mai, selon laquelle le capitalisme exsangue va s'effondrer sous les coups de boutoir des mouvements anti-institutionnels, n'en a pas pour autant - surtout après les élections législatives de 1978 - retrouvé une quelconque crédibilité. Si l'on part à la campagne, c'est pour échapper à l'aggravation continue des conditions de vie, pour retrouver une vie sociale «à la taille humaine», pour l'anomie de la vie urbaine : ce n'est pas le paradis, mais c'est mieux que l'enfer...

Dans ces conditions, la recherche de l'intégration locale n'est pas seulement une exigence liée aux conditions concrètes de la survie économique. Elle fait partie des représentations que se font les néo-ruraux d'un enracinement durable dans la vie campagnarde. Il faut assurer par son travail la viabilité économique de l'entreprise, il faut aussi «se faire accepter» d'une collectivité locale en lui donnant les gages symboliques qui témoignent qu'on accepte les normes. La vie en couple, le fait d'avoir des enfants, d'éviter toute provocation vestimentaire ou autre sont les éléments de base de ce compromis nécessaire auquel les «installés» sacrifient, plus ou moins, leurs rêves d'une «autre vie». Mais c'est le travail qui constitue la clé de toute reconnaissance sociale possible. «Ces gens-là, nous disait une vieille Cévenole, résumant de façon abrupte le point de vue des «gens du bourg» sur les «Zipi», sont capables de tout : j'en ai même vu qui jouaient de la guitare à trois heures de l'après-midi...» (...)

(...) Ce déplacement de l'utopie - de la volonté radicale de changer la vie à l'ambition limitée de vivre moins mal qu'ailleurs, en travaillant autant, sinon plus, mais en étant «son maître» - n'est-il pas en fin de compte l'expression du processus de récupération par le système dominant, et à son propre bénéfice, de la protestation sociale des «marginiaux»? On ne peut pas ne pas se poser la question lorsqu'on entend tel «installé» faire l'apologie du travail, du «labeur», de l'effort patient, et vilipender la «paresse» de ceux qui échouent. Car le fait le plus fréquent est que ceux qui «s'en sortent» ne se contentent pas de s'imposer à eux-mêmes les moyens concrets d'y parvenir : ils érigent volontiers en norme le mode de vie que leur «réussite économique», toute relative, leur impose. Et il n'est pas rare que les intentions présentes au moment du départ d'instaurer un nouveau rapport des hommes au travail fassent place à des réactions pas très éloignées de celles des paysans locaux : «Parmi ceux qui arrivent, il y a du bon et du moins bon...» «il y a trop de «glandeurs» ici...»

### Le problème de l'école

(...) Le souci de ne rien faire qui puisse perturber une insertion en cours de réalisation dans la société locale ne se paye-t-il pas de la renonciation, de fait ou délibérée, à la dimension protestataire initialement attachée au retour ?

La réponse doit être nuancée : la recherche de l'intégration locale implique, sans exception, une révision en baisse, voire une liquidation de l'utopie du départ. Tout le problème est de savoir si elle ne fait pas surgir une autre utopie : celle qui consiste à prendre parti pour une société locale dominée, dépassée, et qu'on tente de faire revivre, contre une société dominante qu'on rend responsable de la misère économique et sociale des régions les plus touchées par l'exode rural. On pourrait alors parler non d'une disparition, mais d'un déplacement de la protestation.

Le problème de l'école est, sous cet angle - comme l'était celui de la famille et du couple, du point de vue de la

révolte anti-institutionnelle - un bon exemple de ce processus de déplacement. Les communautaires de l'après-68 avaient peu d'enfants. Mais lorsqu'ils en avaient, ou lorsqu'ils faisaient des projets concernant des enfants à venir, ils excluaient à peu près tous de les scolariser selon les voies classiques. Les communautés ont vu fleurir toutes sortes d'utopies éducatives, concrétisées - ici ou là - dans des essais d'écoles parallèles. En Ariège notamment, ces initiatives ont attiré sur les «marginiaux» les foudres des instituteurs retraités qui jouent un rôle essentiel dans le réseau notabiliaire local. Aujourd'hui encore, quelques «installés» annoncent leur intention de ne pas mettre leurs enfants à l'école communale lorsque ceux-ci auront atteint l'âge scolaire.

(...) Mais, au cours des enquêtes que nous avons menées de 1976 à 1978, nous n'avons rencontré aucun couple ou groupe de néo-ruraux dont les enfants ne suivaient pas une scolarité normale. Certains le font en tirant - explicitement ou non - les conséquences des échecs qu'ils ont essuyés en matière d'école parallèle : «On s'est aperçu que ça ne s'improvisait pas. Moi je n'avais pas la première idée sur la manière d'apprendre à lire à un gosse. Finalement, nos méthodes ne valaient pas mieux que celles des instits du coin.» (Un groupe dans les Cévennes).

(...) La justification la plus générale invoquée est celle du bénéfice qu'on en tire du point de vue de l'intégration locale. «On va chercher les gosses à l'école. On rencontre des gens du pays, les instituteurs... Et puis, ça donne confiance aux gens. Cela prouve qu'on a envie de rester.» (Un couple en Cévennes).

L'opération n'est pas seulement stratégique. En mettant leurs enfants à l'école, les «installés» contribuent à faire rouvrir les écoles du village, à la faveur des dispositions administratives particulières dont bénéficient certaines de ces régions. En Lozère, il suffit que trois enfants soient inscrits pour qu'un instituteur soit nommé. Pour un village, la fermeture de l'école est, avec celle des lieux du culte, le point le plus sensible de sa perte d'identité. La réouverture de l'école ne fait pas que recréer un peu d'animation quotidienne, elle marque symboliquement la renaissance de la communauté villageoise, quelle que soit, par ailleurs, la réalité de la vie sociale locale. Pour les «installés» eux-mêmes, elle manifeste leur enracinement dans le pays. L'école est le lieu d'un échange de prestations symboliques entre la population locale et la population installée. En mettant leurs enfants à la communale, les «marginiaux» d'hier renoncent peut-être à leur propre révolte contre le système scolaire, mais les «installés» d'aujourd'hui donnent, par ce biais, des gages de leur engagement aux côtés d'une collectivité locale défendant son passé et son identité. Tant pis si, en l'occurrence, l'école a été l'instrument le plus efficace de la déculturation locale et de l'acculturation des sociétés traditionnelles aux valeurs dominantes !

## Les innovateurs

**E**n matière technico-économique, un certain nombre d'«installés», y compris parmi ceux qui se défendent de toute collaboration suspecte avec l'administration, jouent d'ores et déjà un rôle très important d'agents innovateurs, soit parce qu'ils contribuent efficacement à la promotion de technologies nouvelles - énergie solaire, utilisation du vent par exemple - soit parce qu'ils assument la remise à l'honneur de

techniques traditionnelles tombées en désuétude, à qui la vogue néo-rurale actuelle offre de nouveaux débouchés économiques.

En Ariège, un groupe d'«installés» agriculteurs, qui compte un architecte et un ex-enseignant reconverti à la menuiserie, a obtenu de la direction départementale de l'Équipement, par l'intermédiaire d'un jeune architecte sensible à l'intérêt expérimental du projet, l'autorisation de construire des cellules solaires - dômes et zômes - à des fins d'habitation. En Cévennes, des «installés» partie prenante de l'AIDEC sont impliqués dans la conception et la construction de dômes solaires.

La présence nombreuse d'architectes parmi les nouveaux arrivants et l'intérêt très généralisé des «installés» pour les énergies non polluantes autant que pour les réalisations autogérées directement par les usagers font que, partout, le mouvement du retour est le support privilégié des expériences d'autoconstruction solaire.

Le «solaire» est l'emblème de cette «Maison autonome» (1) dont rêvent pratiquement tous les «installés» et qui cristallise leurs aspirations à l'autonomie sociale et individuelle. C'est aussi un champ expérimental prometteur pour ceux qui se préoccupent aujourd'hui des économies d'énergie... D'où l'encouragement apporté par les instances administratives à des initiatives qui se veulent parfois elles-mêmes des actions exemplaires de mise en question de l'État et de la dépendance des individus liée à l'emprise croissante qu'il exerce sur la vie sociale !

(...) A V., en Ardèche, un groupe d'«installés», rejoint par un paysan ardéchois célibataire intéressé par leur projet, a réalisé l'idée d'un technicien de l'industrie agro-alimentaire : celle de créer dans les fermes abandonnées des vallées ardéchoises de petites unités d'élevage produisant, sous des noms divers, des fromages de chèvre portant le label «Ardèche».

(...) Très soucieux de la qualité, ils produisent un fromage «authentiquement ardéchois», le Sarroulis, dont ils ont dessiné la marque et qu'ils vendent sur place aux touristes, et sur les marchés de La Voulte et de Valence, présentés sur des plateaux de châtaigniers.

Autre expérience, également choisie parmi les plus significatives : celle d'une coopérative de fabrication de compost constituée dans le Gard, avec la participation importante de nouveaux arrivants, et qui a obtenu des subventions de création d'emplois : avec un matériel relativement léger et moyennant rétribution du service qu'elle rend, «Cévennes-Compost» débroussaille le long des chemins communaux. Après broyage, les broussailles - entassées et compressées - servent à fabriquer le compost, qui est un fertilisant naturel, écologiquement irréprochable. Par ailleurs, la décomposition des broussailles dégage de la chaleur, récupérée et utilisée pour chauffer une serre. Cela permet à deux couples de néo-agriculteurs d'y pratiquer une culture biologique. Les aspects techniques de l'expérimentation (engrais non chimique, agriculture biologique) sont aussi importants que ses aspects socio-économiques : l'activité de «Cévennes-Compost» concerne un territoire délimité, et ses objectifs productifs sont ajustés aux besoins précis de ce territoire.

(1) «La Maison autonome», Alternatives, n° 3-4, 1<sup>er</sup> trimestre 1978.

Danièle Léger et Bertrand Hervieu - le retour à la nature - «Au fond de la forêt... l'État», 235 pages, 49F. Aux Éditions du Seuil.

# Hystérie anti-autonome

*Avec l'affaire Negri, le «crime idéologique» a définitivement acquis ses lettres de noblesse.*

**A** quelques semaines des élections législatives, un nouveau serpent de mer politico-judiciaire vient occuper - pour longtemps - la «une» des journaux italiens. Affaire Negri. Le 7 avril passé, le juge Calogero (proche du parti communiste italien), émet quinze mandats d'arrestation contre les principaux théoriciens et des militants de «l'Autonomie Ouvrière» (voir la GO du 18/4). Pour faire bonne mesure, les juges romains Galluci et Vitalone (liés à Andreotti et à l'aile droite de la démocratie chrétienne), émettent eux aussi, des mandats d'arrêt contre neuf des personnes arrêtées. Accusés «d'association subversive», «d'association de bande armée», d'appartenance aux Brigades Rouges (BR), et, pour Toni Negri, de participation à l'enlèvement d'Aldo Moro, les inculpés risquent la prison à perpétuité. Encore une victoire du compromis historique !

## La baudruche se dégonfle

Qu'importe si Toni Negri et les autres «autonomes» ont toujours condamné énergiquement et publiquement l'action des brigades rouges. Qu'importe si les thèses de «l'autonomie» - et, en particulier, celles de Negri (1) - sont radicalement incompatibles avec celles des «brigadistes». A une année de «l'affaire Moro», l'enquête piétine toujours. La justice ne peut être bafouée, il faut des coupables ! Faute de BR, mangeons des «autonomes» !

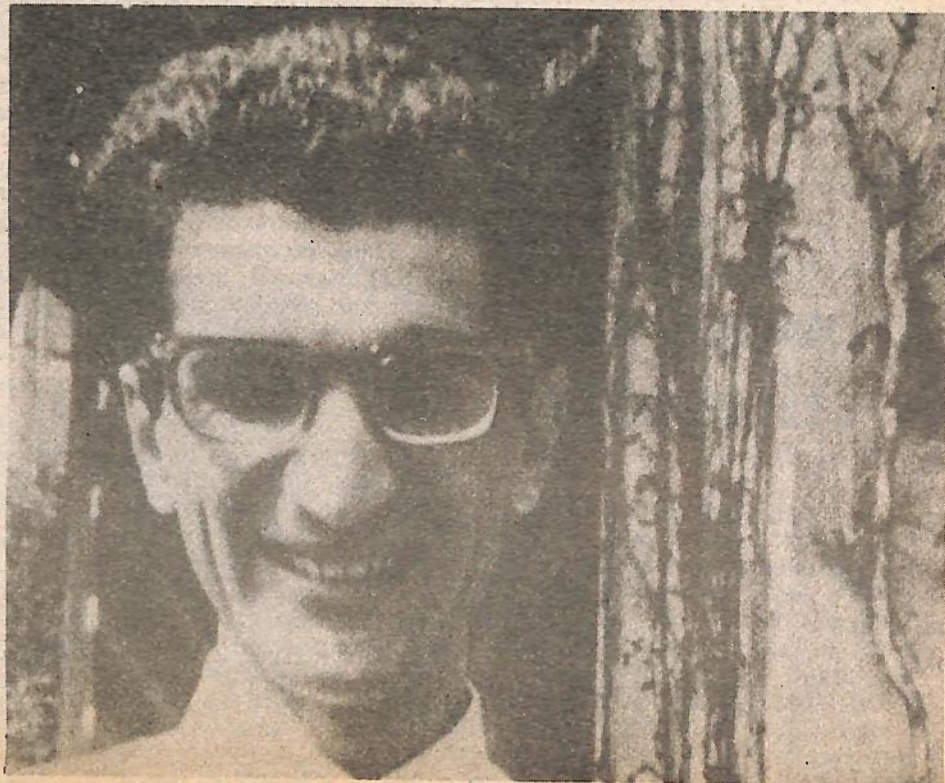
Avant même que l'on connaisse la teneur de l'acte d'accusation, le Prési-

dent de la République Italienne, Sandro Pertini, médaille de la résistance, a envoyé un télégramme de congratulations aux magistrats : «Félicitations, vous les avez pris !». La presse, alimentée en rumeurs et «indiscrétions» intéressées, crée un climat de lynch. Il a fallu près de deux semaines pour que les avocats de la défense puissent connaître le dossier d'accusation. Alors la baudruche a commencé à se dégonfler.

Le dossier de Padoue est composé d'une longue liste de citations des œuvres, publiques, de Toni Negri. Les preuves que Negri est, en réalité, le chef des BR ? Avoir appartenu, au début des années 70 à la direction de «Potere Operaio» - organisation d'extrême gauche, parfaitement légale, qui s'est autodissoute en 1973 (2) - où l'on discutait de la «création du parti» et de «l'insurrection prolétarienne». De plus, les écrits de Negri sur la violence prolétaire ont été «mis en action» par les BR. Ce qui prouve bien qu'il en est le chef ! CQFD.

A Rome, Negri est accusé d'avoir participé, en personne, à l'enlèvement et à la séquestration d'Aldo Moro. Malheureusement pour le juge Galluci, les «preuves» sont tout aussi inconsistantes. Celles annoncées par la grande presse - documents secrets, la voix de Negri «reconnue» dans une communication téléphonique avec l'épouse d'Aldo Moro - se sont révélées fausses. Restent les écrits de Negri et deux rapports de la DIGOS (DST locale) que les juges refusent de montrer à la défense pour sauvegarder le «secret de l'instruction». Les avocats ont tout de même déclaré que l'essentiel de ces

rapports consistait en un témoignage de «quelqu'un» qui «aurait» recueilli les confessions d'un «brigadiste repent», qui, lui-même, «aurait» déclaré que Negri «aurait une influence», sur les BR, lamentable. Autre «preuve» : «grand est le désordre sous le ciel, la situation est donc excellente». Cette phrase du Président Mao est employée dans les documents des BR. Negri l'emploie aussi dans ses écrits. Donc Negri égale BR. Re-CQFD. Triste et inquiétant.



d.r.

# Lemoniz: les maires basques contre la centrale

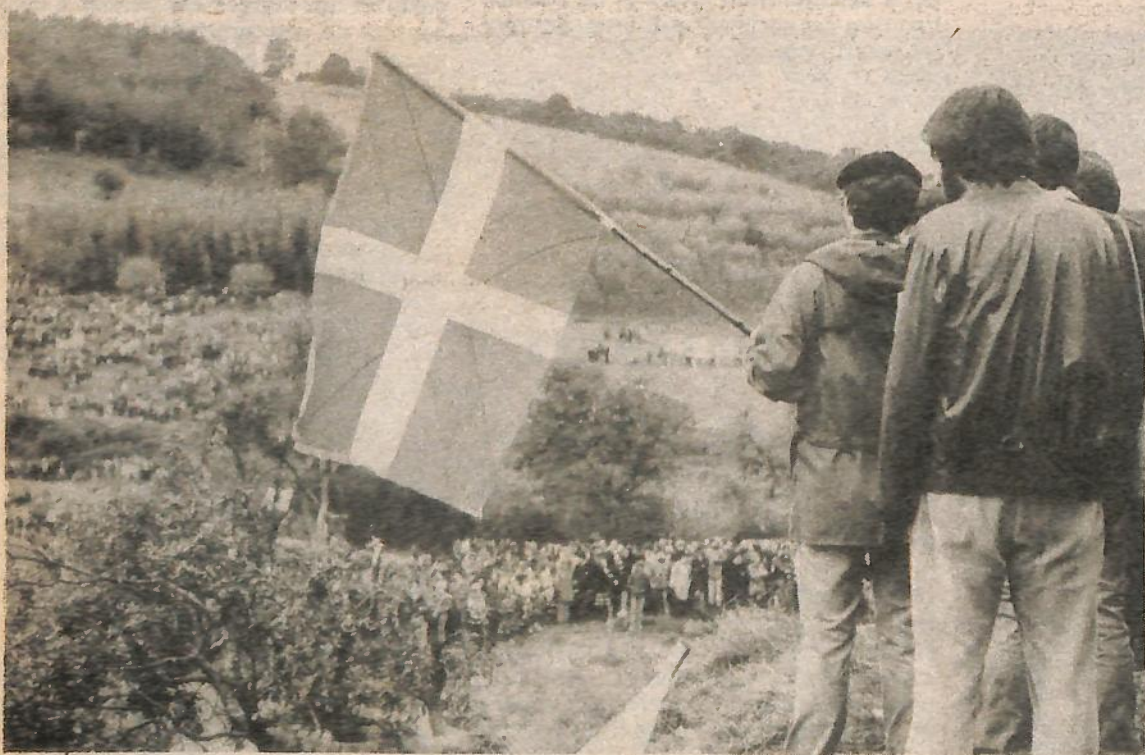


Photo GO/Civet

*Indépendance ? Autonomie ? les débats seront agités dans un avenir proche car les frustrations et les persécutions du franquisme, si elles n'ont pas conduit à un soulèvement après la mort du Caudillo; n'en sont pas moins encore vives et présentes au jour-d'hui. Plus qu'un refus du nucléaire, il faut voir en Lemoniz le symbole des restes d'une dictature qu'on veut définitivement abattre. Quand on pose la question d'éventuelles convergences de lutte ou d'alternative au sein des comités antinucléaires, que ce soit au maire directement concerné par la proximité de la centrale ou aux responsables des organisations politiques ou écologiques, on rencontre une absence totale de perspectives. Une seule proposition : la reconversion de la centrale nucléaire en centrale thermique ! Alors que sa construction est quasiment achevée. Toutefois, sa paralysie future semble probable vu l'opposition maintenant générale de toutes les forces politiques, à son fonctionnement.*

*L'échiquier politique basque laisse place à toutes les hypothèses. Aujourd'hui, Madrid proposerait le retour au statut d'autonomie de 1936, ce qui est accueilli comme un recul par les nationalistes.*

*Les voix encourageant un ETA un peu mythique, «ETA, ETA, mas mitralletas» suffiront-elles à la dynamique d'un mouvement irréversible à l'égard des Cortes ? Les prochains mois seront sans doute décisifs, entre l'éclatement des partis frères, ou la naissance d'un front d'opposition.*

Christian Weiss ●

**E**TA, ETA, ETA; Lemoniz gomo bi. Es, es central nuklearik es... C'est sous une pluie battante que 50 000 basques ont plébiscité l'ETA dans les rues de Bilbao, lui suggérant de plastiquer une seconde fois la centrale de Lemoniz. Une manifestation très politique qui concluait la semaine d'action des comités antinucléaires d'Euskadi. Depuis les dernières législatives, le Pays Basque est en effervescence et il ne se passe plus une semaine sans sa manifestation où reviennent les mêmes slogans incantatoires. Si la Parti Nationaliste Basque (PNV) est encore majoritaire le mouvement Herri Batasuna (indépendantiste basque), lui a rafflé ses forces vives et recueille un peu de ce que l'ETA a semé ces dernières années. Les élections municipales ont vu des mairies traditionnelles passer aux mains des jeunes nationalistes et c'est poussés par eux que certains maires du PNV ont enfin pris position contre la centrale de Lemoniz. Il faut noter à ce propos que le PNV est pour un référendum tandis que Herri Batasuna et Euskadiko ezkerria (coalition de la gauche basque) sont pour l'arrêt immédiat de la centrale.

Dans les colonnes de «l'Unita», une autre médaille de la résistance, le communiste Antonello Trombadori, s'insurge contre les «neutres», les «garantistes», et s'étonne qu'on puisse revendiquer des garanties juridiques pour les accusés, car, pour des «nazis», personne ne devrait s'en émouvoir. Ignoble. La frénésie paranoïaque des dirigeants communistes a des relents de «procès de Moscou». Les «autonomes» italiens affirment qu'il s'agit «du premier procès soviétique au sein des démocraties occidentales».

Le «compromis historique» suppose une participation communiste à l'état clientélaire et corrompu, façonné par la démocratie chrétienne (CD) en trente ans de pouvoir. Toute position critique envers l'Etat-DC représente ainsi une menace pour les velléités «gouvernementales» du PCI. Depuis les élections de 1976, où il a décidé, coûte que coûte, de «se faire Etat», le parti communiste est donc devenu, plus que la DC elle-même, le plus grand défenseur de cet Etat «issu de la résistance».

Cynisme de cette logique politique : tous ceux qui refusent ces «institutions démocratiques» devront être éliminés. Le parti de Berlinguer n'y va pas par quatre chemins : appels à la délation de masse de Turin, acceptation des prisons spéciales pour «terroristes» et du banissement hérité de la «justice» mussolinienne, collaboration active avec la police et les services secrets, campagnes de presse diffamatoires, etc...

### La démocratie chrétienne mène le bal

Dans l'affaire Negri, une question cependant, demeure. Au vu de l'inconsistance des actes d'accusation, comment le PCI a-t-il pu engager aussi fortement sa crédibilité et celle des magistrats qui lui sont liés, en présentant, à l'avance, les inculpés comme des «coupables» ? Face à l'inexistence de preuves factuelles, la presse communiste commence à battre en retraite. «L'Unita» se lamente qu'un «morceau concret de terrorisme concret» risque d'échapper à la «justice». Le même quotidien se demande si les juges

démocrates-chrétiens n'ont pas inventé, exprès, des accusations bidons reliant Toni Negri aux BR, dans le seul but de faire échouer l'enquête. Délirant...

Et pourtant, une hypothèse, non vérifiable pour l'instant, fait son chemin en Italie. Et si la démocratie chrétienne avait utilisé l'hystérie anti-autonomes des communistes pour «mouiller» le PCI dans une opération répressive douteuse, à quelques semaines des élections législatives ? Les avantages, pour la DC, sont multiples.

- 1) Mise à l'ombre des principaux théoriciens de «l'autonomie» pendant quelques mois, voire des années.
- 2) A cause même de son zèle accusateur, le PCI, bien plus que la DC, «porterait le chapeau» d'un nouveau scandale judiciaire.
- 3) Cette énième preuve de la désagrégation des institutions italiennes, inciterait les électeurs «centristes» à voter pour un pouvoir démocrate-chrétien fort, capable de rétablir «l'ordre», et à rejeter les communistes dans l'opposition.

Au delà cependant de la basse politique électorale, les dernières arrestations ouvrent une nouvelle phase dans l'action répressive des autorités italiennes. Ce ne sont pas seulement les BR ou les autres organisations terroristes qui sont visées, mais toute «l'aire de l'autonomie». On passe de la répression contre des organisations armées clandestines à celle contre un large secteur de la société italienne : les travailleurs précaires, les marginaux, le jeune prolétariat, etc...

L'insubordination généralisée, souvent violente, n'est pas seule en cause. Tous ceux qui étudient, théorisent ou cherchent à organiser ces divers mouvements de masse seront dorénavant considérés comme «terroristes». Avec l'affaire Negri, le délit d'opinion, le «crime idéologique» a définitivement acquis ses lettres de noblesse. Cela revient à «criminaliser» toutes les luttes (et leur expression théorique) d'une fraction toujours plus importante des travailleurs. «L'ouvrier diffus» (comme le définit Negri) en lutte, n'est plus qu'un terroriste. La seule réponse de l'Etat sera, dorénavant, la répression pure et simple.

Sous prétexte que les «terroristes» sont infiltrés partout, les autorités italiennes accélèrent la mise en place d'un large dispositif policier de contrôle social : fichage électronique, contrôles permanents de la population, restriction aux droits démocratiques, etc... Tout devra être contrôlé : les personnes et les idées. Les gauchistes «respectables» (Lotta Continua, Manifesto, AO...), le Partito Radicale, les intellectuels marxistes, les socialistes-démocrates et même la gauche syndicale, sont déjà dans le collimateur. Ils le savent. Du sénateur socialiste Mancini, à Lotta Continua, en passant par les intellectuels «opéraïstes» du PCI, un seul mot d'ordre : Montrez des preuves, ou libérez-les tous.

Carlos de Sa Rego ●

(1) Quelques textes de Toni Negri, parmi les plus importants, ont été traduits en français dans «la classe ouvrière contre l'Etat», Antonio Negri, Ed. Galilée, 1978.

(2) Potere Operaio était, avec Lotta Continua, l'un des deux grands groupes d'extrême gauche italiens au début des années 70. La production théorique de P.O. est, sans nul doute, la plus riche de tous les groupes révolutionnaires de la période du «Mai rampant» italien. Après sa dissolution, une partie de ses cadres est passée au PCI (Mario Tronti, Alberto Asor Rosa, Maximo Cacciari), une autre continuera un travail de recherche théorique dans les revues «quaderni del territorio» ou «Linea di Condotta», d'autres encore formeront, chacun de leur côté, les divers groupes de «l'autonomie ouvrière» (Negri, Scalzone).

## Libérez Negri !

Tout le département de Sciences Politiques de la Faculté de Padoue, ou presque, mis sous les verrous depuis le 7 avril. Une bonne partie des rédacteurs des revues d'extrême gauche : *Magazzino* et *Metropoli*, ainsi que la radio libre *Radio-Sherwood*, inculpés «d'association subversive, participation à bande armée, tentative de renversement de l'Etat»; et surtout Toni Negri, importante figure de la vie politique italienne, philosophe et juriste de premier plan, dont la renommée scientifique est attestée aussi bien en Italie qu'en France (où il enseigne régulièrement à l'Ecole Normale Supérieure et à l'université de Paris VII), accusé d'être le principal dirigeant des Brigades Rouges.

Toni Negri, le cerveau machiavélique qui manquait, et que l'on trouve ? Depuis le 7 avril, la presse italienne et internationale construit à Toni Negri une personnalité sur mesure qui ne repose que sur des ragots de police : machiavélique assassin la nuit, bon professeur le jour. En fait, sur quoi se fonde officiellement les motivations d'une telle inculpation ? Elle repose essentiellement sur les livres, les écrits et les prises de position publiques de Toni Negri accusé de faire l'apologie de la lutte armée. Mais une lecture un peu

attentive des œuvres de Toni Negri et de celles de ses camarades montre clairement qu'ils ont toujours défendu une ligne politique en opposition aux pratiques des Brigades Rouges et tout particulièrement dans l'affaire Moro dans laquelle on veut impliquer Toni Negri, alors que justement à cette occasion il a fortement et sans ambiguïté exprimé son complet désaccord avec ce type d'action.

En fait, ce que l'Etat italien veut punir, à travers ces accusations ridicules et sans fondements, c'est une pensée rebelle, c'est vingt ans de mouvement intellectuel et social que l'on veut ainsi interdire. Faudra-t-il mettre à l'index les œuvres de Toni Negri ? Quelles limites judiciaires l'Etat italien va-t-il assigner demain à toute pensée, toute théorie ?

Toni Negri et ses camarades ne sont pas à l'abri d'une machination : en l'absence de preuve, une telle instruction peut durer des années. On l'a vu lors de l'affaire Valpreda. C'est pourquoi il est essentiel qu'un mouvement d'opinion s'élève pour demander la libération de Toni Negri et de ses camarades.

Signatures à centraliser auprès du CISEI (CINEL) chez Felix Guattari, 9 rue de Condé, 75005 Paris.

## Fessenheim, rien ne va plus !

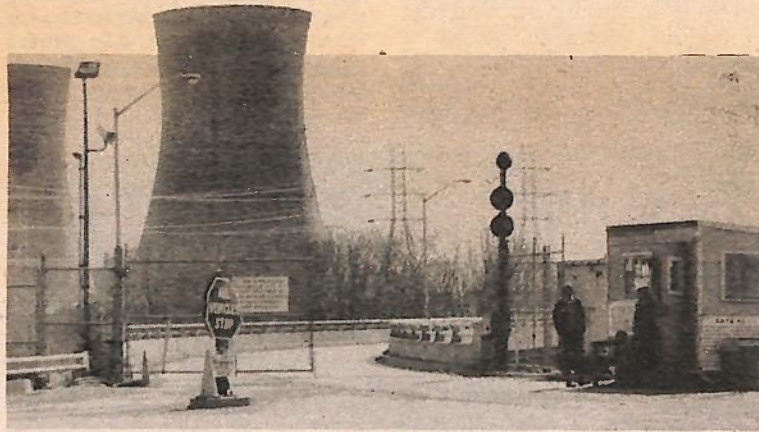
Un accident du travail vient de se produire à Fessenheim I qui avait été arrêté le 3 avril dernier pour procéder au déchargement et au renouvellement du combustible.

Les 18 ouvriers de Comsip Entreprise, spécialement entraînés sur maquette à travailler rapidement qui exécutaient la manœuvre ont été contraints de s'exposer plusieurs fois à des combustibles radio-actifs. Alors qu'ils étaient le couvercle de la cuve, trois barres d'uranium y sont restées accrochées, provoquant leur irradiation.

Plus tard, au cours des travaux dans le circuit primaire, plusieurs d'entre eux sont descendus quatre à cinq fois trois minutes pour tenter de mettre en place une plaque sur une arrivée du circuit primaire dont les taraudages initiaux ne correspondaient pas à la réalité. L'un d'entre eux a reçu 2,2 rems en dix minutes d'exposition alors que la dose annuelle admissible est de 5 rems. Après plusieurs performances de ce type un autre employé est arrivé à la dose cumulée de 4,8 rems depuis juillet dernier, frisant ainsi le seuil tolérable. Plus «rentable» pour son entreprise, il risque d'être licencié.

Selon Radio Verte Fessenheim qui a révélé ces informations, c'est la première fois en France que l'on exécute à l'échelle industrielle un déchargement de combustible PWR. Peu fier de cet échec, EDF dément l'accident.

Une fois de plus, des hommes sont soumis à des irradiations. Il est bon de rappeler à ce sujet qu'il n'y a pas de petites doses puisque celles-ci sont cumulées dans l'organisme. «Les nouveaux silicosés du Progrès» se portent bien. On est pour l'instant sans nouvelle de leurs gonades et de leur descendance !



## Harrisburg suite

Après un round d'observation, les industriels de l'atome viennent de se résoudre à baisser les bras : les huit réacteurs construits par Babcock and Wilcox aux USA s'arrêtent pour un mois. C'est actuellement l'une des plus coûteuses conséquences de l'incident qu'a connu le 28 mars dernier le réacteur n° 2 de Three Mile Island.

On se souvient que le réacteur n° 1 de la même centrale était déjà arrêté pour être rechargé en combustibles. B. and W. auraient sans doute souhaité éviter cette contrepublicité, comme les fournisseurs d'électricité qui vont, de plus, avoir à compenser un déficit en électricité de leurs clients, par d'autres sources.

Les dernières déclarations des responsables de la commission fédérale NRC qui évoquaient un taux effrayant de 10% de risque de voir un incident semblable se reproduire dans les autres centra-

les construites par B. and W. ont ôté aux exploitants des centrales concernées tout espoir d'éviter l'arrêt, ils s'y sont donc résolus d'eux-mêmes.

Ceci ne devrait pas manquer d'entraîner des répercussions dans les autres pays qui utilisent ce type de réacteur. Déjà, depuis le 16 avril, le réacteur japonais de Ohi, un PWR de 1175 MW a été arrêté par la Cie Kansai à la suite d'un rapport de la NRC transmis au Japon. Les autres PWR américaines construites au Japon ont aussi dû subir un arrêt pour vérification.

Quant à l'attitude du gouvernement français, elle n'a pas changé. Comme l'écrit «Le Monde» après la sortie du premier rapport publié en français sur cette affaire : «On commence à en savoir plus sur la centrale américaine que sur ses équivalentes françaises».

G.K. ●



# Pas vu, pas pris

*La marée noire ne s'est pas échouée sur les côtes, mais au fond de la mer.*

« Gino, de Port Arthur, avec treize mille tonnes de carbon black, môle central, Poste 4 ». Samedi dernier le nom du pétrolier Gino et l'indication de sa cargaison paraît dans les colonnes des navires dont on prévoit l'arrivée dans la presse locale. En fait, la société Ashland-Chemical, de Lillebonne, ne recevra pas sa livraison de carbon black. Le Gino coule ce même samedi. Vers quatre heures du matin, alors qu'il remonte vers la Manche à une centaine de kilomètres des côtes bretonnes, il est abordé par un navire norvégien le Team Castor qui lui descend à vide vers l'Atlantique.

Les trente trois membres de l'équipage du Gino abandonnent le navire qui coule par environ cent mètres de fond quelques heures plus tard. La mer n'était pas mauvaise, mais la visibilité réduite. Pendant la journée du samedi, l'information était-elle aussi dans le brouillard ? « Le

Monde » indiquait une capacité de quarante neuf mille tonnes et un chargement de trente deux mille tonnes de pétrole. L'AFP annonçait trente deux mille tonnes vers treize heures pour finir à 43000 tonnes dans l'après midi. Au journal de 23 H, Antenne 2 diffusait un entretien avec un officier de la marine nationale qui parlait d'un chargement d'asphalte...

Bref il s'agit d'un produit pétrolier quelque soit le nom qu'on lui donne, déjà raffiné, plus lourd que l'eau et qui ne risque absolument pas, selon les experts, de remonter à la surface contrairement au pétrole brut.

Malgré leurs radars les navires se sont tamponnés, ils ne se trouvaient pas dans le rail de circulation installé près de Ouesant, mais plus au large. Seules, deux petites nappes de fuel provenant des soutes a combustible de l'un des deux navires se sont étalées sur la mer. Le plan Polmar

n'a pas été déclenché. Il n'y aura donc vraisemblablement pas de : « marée noire » puisque « les plages bretonnes ne risquent pas d'être souillées ». De toutes façons, « comparée à l'Amoco Cadiz, c'est une petite affaire ». En effet, le record établi l'an dernier est difficile à battre. Comme le dit Jean. Claude Demaure l'actuel président de la SEPNB : « on va vers une banalisation de ce genre d'accident l'Amoco Cadiz servant d'étalon pour juger de l'importance d'une catastrophe qui de toutes façons n'existe pas pour les officiels si elle ne touche pas une plage ».

Tant pis pour les fonds marins qui apprendront à l'abri des regards indiscrets à connaître la toxicité du carbon black, une sorte de poudre noire proche du graphite que l'on incorpore dans les caoutchoucs.

Gilles Klein ●

# L'arme du crime

*Après les objets coupants et contondants, voici les objets radioactifs.*

« Tentative d'empoisonnement », c'est le terme retenu par le Procureur après l'attentat commis contre un chef de quart au centre de retraitement de la COGEMA à La Hague.

Le SRPJ de Caen a ouvert une enquête après que Monsieur Guy Busin qui travaille à l'atelier de dégainage ait découvert sous le siège de sa voiture des rondelles métalliques, qui après examen se sont révélées radioactives. « Au début, il a cru à une plaisanterie mais ensuite on a eu un peu peur »

dit sa femme. « Je me suis senti seulement un peu fatigué ».

Après un accident survenu en novembre dernier, Monsieur Busin n'utilisait plus sa voiture. Au milieu du mois de mars, en voulant récupérer les sièges pour les réutiliser, il découvre cachés dans les ressorts sous la place du conducteur trois quesots. Ces pièces servent à manipuler les barreaux de combustibles irradiés lorsqu'on les sort de la piscine où ils ont été plongés lors de leur arrivée au centre.

Depuis cette date, jusqu'à la fin de la semaine dernière, aucune information précise n'avait filtré. « On savait que le SRPJ était sur le centre, sans savoir pourquoi » dit-on au CRILAN. L'information parue vendredi dernier dans certains quotidiens, et ce n'est que le soir que la CFDT de La Hague, muette jusque là, réagit. Elle accuse la dégradation des relations humaines et indique qu'elle avait déjà attiré l'attention de la direction sur les mauvaises conditions de travail régnant dans cet atelier où se relaient cinq équipes de quinze personnes. La direction reste discrète, laissant la police à son travail. Quand au CCPAH, il déplore le silence qu'ont observé pendant plus d'un mois direction et syndicats.

Quelle dose a reçu Monsieur Busin ? Faute d'informations officielles, on en est réduit aux suppositions : les quesots en question entraînent un rayonnement compris entre un et quinze rads. Monsieur Busin risque donc de ne plus pouvoir travailler dans un atelier radioactif. Comme tout travailleur de l'industrie nucléaire il n'a droit qu'à cinq rems par an alors qu'il est susceptible d'avoir reçu une dose de dix à douze rems ! On précise par ailleurs qu'on tolère douze rems « sans inconvénient » en cas de pépin ».

Ceci survient à la veille de l'ouverture de l'enquête d'utilité publique pour l'agrandissement de l'usine de Jobourg et au lendemain des votes de trois communes proches. Même si ce scrutin ne porte que sur quelques centaines de personnes, l'opposition qui s'est exprimée à cette extension semble indiquer que si la population a accepté le centre, elle ne veut pas le voir grandir au moment où la sécurité dans l'industrie nucléaire se trouve mondialement remise en cause. Comme le précisent les autorités préfectorales ce mode de consultation n'a aucune existence légale. L'enquête d'utilité publique étant quant à elle un moyen d'expression normale !

Gilles Klein ●



AULGE est l'album des meilleurs dessins de Caillon. Je sais qu'il est impossible de ne pas tomber amoureux des tableaux de Jean. Tous disent une histoire dans laquelle tient à merveille le momentané éternel du vivant.

Fœtus jamais né, coït des fleurs et du cosmos, algues et femmes, brillante alchimie du corps sensuel, Caillon s'est fait l'explorateur hardi de la vie des caresses. AULGE nous offre une source d'intelligence, eau vive pour le cœur le ventre et le désir. **ASSELIN**

## bon de commande

Pour recevoir cet album exceptionnel, découpez ou recopiez ce bon et renvoyez-le aux Editions Patatras/Jean Caillon au Bourge de St Laurent en Brionnais 71800 La Clayette

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Je commande ..... album(s) et je joins mon règlement.

## Coordination antinucléaire à Chalons-sur-Saône.

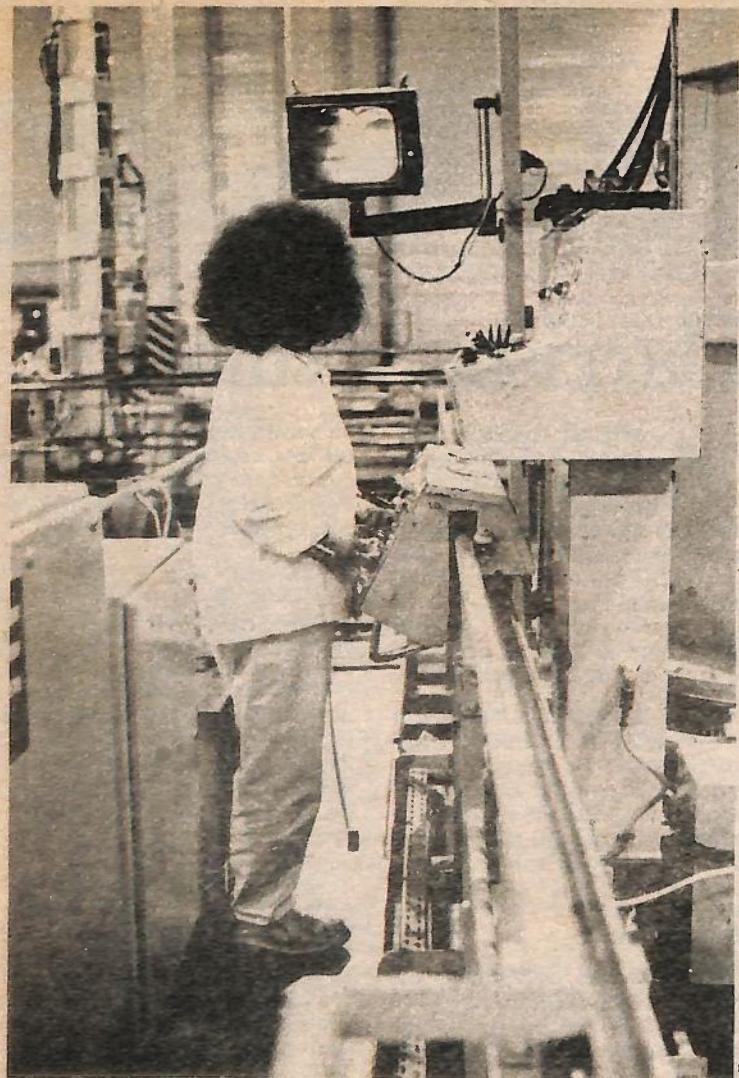
Une cinquantaine d'antinukes, représentant neuf coordinations régionales et sept coordinations de comités (ce qui au total fait pas mal de groupes, il y avait 43 mandats) se sont retrouvés à Chalons-sur-Saône pour leur troisième coordination nationale. Si après tout ça les militants ne se sentent pas coordonnés, que faire ?

Du neuf ? N'exagérons pas, disons que l'optimisme bien malade depuis Malville semble s'atténuer. Les objectifs ? classiques, mais pas négligeables. Ainsi va-t-on voir fleurir début juin une animation anti-nucléaire tous azimuts en Europe... Point culminant, aux alentours du 4 juin à Thionville, une action internationale contre le nucléaire. Sinon, diverses campagnes et initiatives

vont être lancées sous peu : un réseau de renseignements sur les déchets et les transports de matière radio-active, de manière à intervenir le cas échéant. Une campagne d'étude en relation avec les syndicats sur le « nucléaire et l'emploi ». A très court terme, la coordination envisage d'intervenir nationalement dès le retour du Pacific-Fisher (le bateau-poubelle). Autre nouveauté, dans une annexe des motions remises à la presse, on trouve une longue dénonciation des restrictions des libertés, principalement à l'occasion de la future loi sur l'affichage.

J'oubliais, les coordonnés ont pris position pour une campagne de moratoire, refusant l'idée d'un référendum, mais ça vous intéresse ?

JMA ●





# Quart-monde

## Sous le paillason du progrès

*Marx donne le ton : «La racaille en haillons, cette pourriture inerte des couches les plus basses de l'ancienne société, peut se trouver parfois, d'un sursaut brusque, entraînée dans une révolution prolétarienne. Cependant, ses conditions de vie la feraient incliner à se laisser acheter pour favoriser des manœuvres réactionnaires ...» (Manifeste Communiste, première partie).*

*C'est en effet pour le prolétariat que l'image du sous-prolétaire est la plus blessante. Accusés de ne pas faire d'efforts, de profiter de la solidarité publique, de manquer de dignité, ces gens-là vous ont tout l'air de se complaire dans leur misère. Il faut continuellement se démarquer d'eux. Ils nous font honte... Ils viennent d'on ne sait d'où pour aller on ne sait où : essayez donc de leur faire comprendre la discipline de classe ! Chaque fois qu'on se prépare à une action, la grande inconnue, c'est eux, bien sûr, pas la police patronale...*

*Les bourgeois, qui ne risquent plus qu'exceptionnellement d'être mêlés à cette racaille, voient les choses tout autrement. Ils se sentent bien gardés et le sous-prolétaire les exciterait plutôt à la belle œuvre et aux grands sentiments (voir notre «explication de texte» ci-dessous). Il leur sert également de devanture pour parler de leur action sociale : les subventions distribuées par l'Etat pour que la misère ne se voie pas trop est pris dans la poche de tous les contribuables, ça ne coûte pas un sou au patronat, qui sait parfaitement où s'adresser quand il a besoin de chiens de garde...*

*Les écologistes, quant à eux, sont plutôt gênés aux entournures. Leur volonté de sortir des cercles délirants de la production et de la consommation, leur remise en cause des valeurs établies les font regarder avec sympathie du côté de ceux que la misère rend inventifs et qui ne respectent aucune convention sociale. Malheureusement, le sous-prolétaire ne s'est pas choisi sous-prolétaire comme l'écolo s'est choisi marginal. Ce n'est pas parce qu'il est sexuellement libéré qu'il fait l'amour avec ses filles mais parce qu'il prend sa revanche sur les seuls objets sur lesquels la loi lui reconnaît un pouvoir absolu. Ce n'est pas parce qu'il a envie de faire un pied de nez aux architectes qu'il cherche des tôles, mais vraiment parce qu'il n'a rien d'autre à faire pour se loger. Ce n'est pas parce qu'il refuse de s'aliéner dans le salariat qu'il travaille au noir, quand il travaille, mais parce qu'il se sent profondément rejeté par toutes les catégories du fameux «monde du travail»...*

*Osons regarder les choses en face. Si tout projet qui vise à une amélioration générale des conditions de vie peut être qualifié de socialiste, nous sommes bien obligés de constater que la pensée «sociale», qu'elle soit celle de la gauche, de la droite ou des écologistes, s'arrête net où commence la vraie misère.*

*Le socialisme, jusqu'à présent, n'a été animé que par des projets de partage. C'était bien commode. La misère, dans ce cas, se traite comme un moindre avoir. Ceux qui en ont moins, un jour, en auront plus. Nous luttons pour eux. Aucune raison de se gêner, par conséquent, de mettre leur misère en avant pour réclamer justice.*

*D'ailleurs, de quel sous-prolétaire parlez-vous ? Ces gens-là ne représentent qu'une minorité. La victoire du prolétariat abolira et le prolétariat et ses fanges...*

*Parmi ceux qui sont actuellement engloutis dans la nébuleuse sous-prolétaire, quelques-uns, effectivement, risquent d'être normalisés par un projet qui ne revient lui-même, pour l'essentiel, qu'à rendre plus «normale» la répartition du profit. Mais les autres ? Comment allez-vous les convaincre ? Par des séances chez les psychopitres ou trois petits tours au goulag ?*

*On peut répondre, évidemment, qu'il y aura toujours des gens mal dans leur peau, toujours des cas exceptionnels. C'est facile et ça permet d'œuvrer avec bonne conscience à la mise en place d'institutions qui toléreront de moins en moins qu'on s'écarte du droit chemin.*

*La vraie misère, celle qu'aucun don, aucun supplément matériel, affectif ou moral, ne risquent d'effacer, interpelle le socialisme sur sa propre misère.*

*La discussion qui suit est le début d'un long voyage au bout de la nuit. Une nuit qui est d'abord la nôtre et que l'éblouissement de certains éclairages n'a fait jusqu'à présent qu'aggraver.*



## Propos a propos de

**T**u as toujours évité de parler du milieu dans lequel tu travailles. C'est parce que tu fais un sale boulot ou quoi ?

- C'est surtout parce qu'on n'est jamais sûr que ce sera clair dans la tête des gens. Ils attendent un spectacle. Ils comprennent tout à travers un certain nombre d'idées reçues, bien tristes ou du genre égalitaristes. A la fin, c'est toi qu'ils applaudissent, même si tu as insisté sur leur responsabilité. Et quinze jours après tu reçois un paquet de vieilles fringues. Pour vos pauvres...

- D'après ce que tu m'as déjà dit, ton travail n'est pas seulement pour toi un gagne-pain. Quels sont les autres motifs ?

- Encore une raison pour laquelle je préfère me taire. Les motifs d'aujourd'hui ne sont pas ceux d'il y a vingt ans. Au début, j'ai marché à la défense des faibles et des opprimés. Aujourd'hui, je dis carrément : leur misère m'intéresse.

### Les circonstances n'atténuent rien

- Alors tu es au spectacle ?

- J'ai l'impression que c'est tout le contraire. Pendant des années j'ai fréquenté les bidonvilles, les cités de relèvement, des gens complètement paumés, comme je serais allé en pays exotique. J'en rapportais des images terribles. Ce n'était pas possible de vivre comme ça... Petit à petit, je me suis calmé. Pas seulement parce qu'on s'habitue à tout, mais parce que ces gens, dont le mode de vie me scandalisait, vivaient, tout simplement. Vivaient aussi, vivaient quand même. Avec ou sans mon aide.

Au début, donc, en face du spectacle de la misère, je me suis fait mon spectacle à moi. Mais ce spectacle ne tenait pas le coup. Je me suis rendu compte que plus on en ferait, plus il y en aurait à faire, comme dans la chasse aux microbes. Les assistés cessaient complètement de se défendre. Ils devenaient de plus en plus passifs. En outre,

mon efficacité justifiait l'assistance sans faciliter du tout les remises en cause, la première étant le système de l'assistance lui-même. Jusqu'au jour où j'ai compris que je demeurais trop extérieur et que vouloir changer les autres, améliorer leur vie, c'était pour ne pas changer moi-même, pour justifier mes propres valeurs.

Au début, donc, c'est la différence. Tout s'explique par elle, et la pratique sociale, le projet politique, visent à l'effacer. Les sous-prolétaires sont comme des objets. Comme un cheptel. Maintenant, je dis : leur misère, c'est la mienne.

Entre ce que je pensais au début et maintenant, ce qui a surtout joué, ce sont des expériences qui ont fait chavirer mon modèle d'interprétation. Je fonctionnais à l'excuse. Au bout du constat, il y avait une explication. Une explication grosse d'excuses. Le même saignant, la fille violée, c'était l'alcoolisme, le local étroit, la mère enceinte. Les circonstances atténuaient tout.

- Comme si le viol n'avait été qu'une bavure...

- Comme si le type ne l'avait vraiment pas fait exprès. Comme si la tentation avait été la foudre. Il y a des moments où ça sonne faux. Un racket, ça s'organise. Piller une grand-mère aussi. Alors tu t'aperçois que cette micro-société fonctionne tout à fait comme l'autre : fonctionne à l'asservissement, la violence, la domination, le petit profit, les luttes d'influence, le culte de la force.

### La «nature» sous-prolétaire

Pour ceux qui sont dehors, comme je l'ai d'abord été, c'est bien confortable. On plaint les pauvres, on accuse les riches. Les pauvres sont bons. Les riches méchants. Mais quand tu vois les choses sans préjugé, tu t'aperçois que la femme n'est jamais aussi opprimée qu'en milieu sous-prolétaire, et que sa supériorité sur l'homme ne joue nulle

Michel Bart ■

part ailleurs d'une manière aussi écrasante, les sexes se revanchant continuellement l'un sur l'autre. Tu vois l'indifférence où on est à l'égard des mômes, dont on se moque pas mal de savoir ce qu'ils peuvent vouloir ou sentir. Tu vois des gens qui n'ont comme but que d'écraser les voisins, qui n'ont pas l'intelligence ni la gentillesse plus poussées qu'ailleurs...

Mais alors, où est la fameuse différence ? Tu finis par te gratter la tête. Il faut presque faire un effort pour se souvenir que les salaires sont bas, le chômage endémique, la maladie et l'invalidité courante, les familles nombreuses et les résultats scolaires moches. Mais à part ça, la jungle sous-prolétarienne ressemble comme une jumelle à la jungle petite-bourgeoise. Il m'arrive même de penser : et s'ils avaient les moyens ? - mais ce serait absolument effrayant !

C'est en ce sens que je dis : leur misère m'intéresse. S'ils étaient dans l'aisance, ce serait la même misère. Leur misère psychologique est la même que la nôtre. Et de fait, quand tu observes comment ça se passe du côté de l'aisance, ce n'est pas joyeux non plus.

- J'avoue ne plus très bien saisir, car finalement pourquoi font-ils problème ?

- Voilà la question ! J'ai plusieurs éléments de réponse. Il me semble de plus en plus, maintenant, me trouver devant une espèce très particulière de racisme. Les moyens économiques permettent de repérer des gens. A partir de là, on bâtit une espèce de «nature» sous-prolétarienne, comme on bâtirait artificiellement une «nature» juive ou féminine. C'est un truc qui fonctionne à tous les coups, et même avec la complicité des intéressés. Ensuite, tout se met à traduire la «nature» qu'on a en tête. Comme si j'expliquais toutes tes actions par ton signe zodiacal...

### Jouer aux riches, jouer aux pauvres...

Deuxième élément de réponse : nous avons besoin de repoussoirs. Il faut qu'ils soient perdus pour que nous soyons sauvés. En plaçant la misère sur eux, nous ne voyons pas que nous sommes dans le même cas. Soignons-les. En fait, leur maladie ne fait que prolonger la nôtre. La misère économique à laquelle ils sont réduits n'a rien de scandaleux. Dans une société où tous les partenaires sont des concurrents, il faut des gagnants et des perdants. Idem pour la misère psychologique ou morale. Dans l'ordre essentiellement comparatif qui est le nôtre, il faut que certains expriment le négatif, l'horreur...

- Tant pis si je parais stupide : le sous-prolétariat, ça existe réellement ou ça n'existe pas ?

- Tu n'es pas stupide du tout, juste angoissé, parce que ce n'est pas simple. Et la question que tu poses est fondamentale. C'est celle de la réalité en matière sociale.

Le sous-prolétariat existe, c'est évident. Il est facile à repérer. Mais le danger, c'est de s'apesantir sur les conditions matérielles. Il faut donner au mot exister tout son sens : voir comment son rôle social s'impose au sous-prolétaire.

Je simplifie un peu. Tu as un certain nombre de rôles sociaux possibles. Le riche, le monsieur de la classe moyenne, le pauvre. Chacun s'identifie à une catégorie. Ceux qui se sentent quelque chance d'être un peu plus riches, ou qui le sont déjà, font les riches. Ceux qui se sentent un peu plus pauvres ou se jugent déjà des pauvres font les pauvres...

Il y a un «effet». Une sorte d'accélération. Les gens s'apient, se copient. C'est vrai au niveau des Mercedes et des résidences secondaires, pourquoi pas au niveau des allocations d'invalidité et secours divers ? Et ce qui est vrai au niveau des détournements fiscaux et des magouilles électorales l'est aussi au niveau de la choure et des petites combines. Une fois l'identification posée, les modèles, les modes d'expression jouent comme automatiquement. Le type est comme porté par des figures qui font partie du répertoire de son rang social, un rang qu'il ne peut pas ne pas choisir...

### La vie pauvre et qui s'appauvrit encore...

L'idée que les pauvres puissent jouer les pauvres, elle te choque. Mais pourquoi, dans certaines familles où ça devrait être la misère, ce n'est jamais misérable, et pourquoi dans d'autres, où on subsiste relativement bien grâce à la pension du grand-père, les allocations et les subsides de la ville, c'est inimaginable ? Ne me fais pas dire que le fric est inutile et que la misère décente est ravissante. Je dis seulement qu'avec le fric on n'arrange pas tout.

Si tu vas dans les familles aux heures des repas, la nourriture est souvent plus abondante que dans les milieux aisés. Mais c'est une cuisine qu'on sait n'avoir pas été cuisinée assez finement. Elle est pauvre par rapport aux sollicitations du rayon bouffe du centre commercial. Elle n'offre pas de compensation, et les gosses arrivent en râlant. C'est encore des pâtes, encore des patates, encore le riz. Accomodés comme d'habitude. Or il y a tout le matériel à bord pour cuisiner autrement. Le crouton de pain et le bout de gruyère qu'on pouvait râper sont là, et la mère aurait pu avoir plus de temps si elle n'avait pas fait du tragique toute la matinée dans l'escalier avec les voisines. Le désespoir s'est introduit dans l'alimentation aussi - et peut-être d'abord dans l'alimentation. Il n'y a rien à faire, il n'y a qu'à bouffer.

Le phénomène casse s'explique peut-être aussi de la même manière. Car on ne casse pas seulement le matériel public. On casse ce qu'on a. L'objet a pourtant été désiré. Comme un vélo, par exemple : au bout de quinze jours on dirait qu'il a été rongé. Comme s'il fallait que son clinquant, sa nouveauté, se fondent dans le décor. On bricole le vélomoteur jusqu'à ce qu'il ressemble à une vieille pétoire. Le modèle, c'est l'usagé, le déguéulasse, parce que le sous-prolétaire a fini par s'identifier à ça. Ce dont il rêve est trop lointain. Ce dont on le fait rêver.

- Mais si tu dis que ça revient à un choix de sa part, c'est comme si tu reprenais à ton compte l'accusation des bourgeois.

- Je dis bien qu'il y a un choix. Mais c'est un choix désespéré, caractériel, comme quand tu joues avec un grand frère : il gagne toujours, alors tu deviens distrait, tu traines la patte, tu triches un peu. Le grand frère te traite de mauvais joueur. Il a tout à fait raison. Mais c'est lui qui induit mon comportement. Mon tort c'est de vouloir jouer avec lui, c'est d'accepter, à travers le jeu, de nous mesurer... Est-ce que tu comprends la parabole ?

- Tu veux dire que le sous-prolétariat devrait refuser carrément de «jouer», au lieu de se laisser entraîner ?

- Là, tu anticipes même sur ce que je voulais dire, mais tu mets dans le mille. Tous ceux qui disent aux sous-prolétaires : oh là là mes pauvres, c'est pas possible comme vous êtes victimes, ou encore - beaucoup plus souvent - : allez, énervez-vous... ce sont des salauds.

Ce qu'il faut, c'est regarder avec le plus d'objectivité possible le jeu que nous jouons tous, qui permet de distribuer des rôles de gagnants et de perdants et de «placés», comme au turf... Le type qui ne fait pas ça, c'est toujours plus ou moins le grand frère qui court un peu moins vite pour que l'autre continue de le suivre... et de se faire battre. C'est un salaud.

### Et la misère des riches ?

Qu'est-ce que je demande ? Qu'on en finisse avec le regard du monsieur qui a le cœur à droite ou à gauche, ça revient au même, et qui se croit dans la



normalité, et qui se penche sur l'anormalité. Je veux qu'on fasse une hypothèse qui nous concerne aussi, et pas seulement eux.

Je n'accuse personne et j'ai soupé de la pitié. Ce qui m'intéresse, dans la misère du sous-prolétaire, c'est qu'elle est la mienne, sous une expression différente. Mais le riche, qui est coincé lui aussi dans son rôle? Il m'intéresse aussi. Quand je dis ça, tout le monde rigole, mais ta rigolade, c'est du terrorisme, car après tout, pourquoi est-ce qu'on ne porterait pas son attention du côté de la misère des riches? Si on cherchait un peu à savoir pourquoi ces gens-là ne peuvent pas se décrocher non plus? Tu penses aussitôt à Rotschild, non : penses plutôt à la gauche française, quand elle s' imagine au pouvoir. La voilà obligée d'assumer la richesse à l'occidentale par rapport au Tiers-Monde. Ce n'est pas brillant...

- Ce qui gêne, dans ton attitude, c'est que le praticien, disons, se double d'un théoricien. Que la misère devienne un objet d'étude. Même au sens large où tu entends misère, ça choque.

- Je préfère encore qu'elle devienne un objet d'étude qu'une façon de prendre le pouvoir en assistant les autres, sans se demander, ou plutôt pour ne pas se demander, ce qui fonde ce pouvoir. Les travailleurs sociaux qui répètent comme des perroquets ce qu'ils ont entendu dire, que tout ça c'était la faute au capitalisme, ils ont une théorie aussi. Mais qu'est-ce qu'elle change ?

- Je te retourne la question : qu'est-ce que tu espères changer ?

## Le socialo-mètre

- Je ne suis plus dehors. Je me comprends dans l'analyse. Je perds ma pseudo-supériorité. Je m'aperçois que moi aussi je fais tout pour signifier que je suis de la classe moyenne, et pour y rester. Je m'aperçois que je suis coincé dans un réseau de choses que je me dois de faire, et de ne pas faire. Prisonnier d'une certaine nature sociale à travers laquelle je ne cesse de m'interpréter. Alors je me construis une espèce de théorie provisoire, qui me permet de repenser toute la société comme un espace dramatique. Un espace où la production, la consommation, seraient le décor ou des accessoires de scène.

C'est là que les choses basculent. Car il faut produire et consommer, bien sûr, mais rien ne prouve qu'il faille produire et consommer pour désigner, repérer les classes sociales. Rien ne prouve qu'on ne peut pas se dispenser de faire de la production et de la consommation un instrument de mesure, une espèce de socialomètre qui indique si tu réussis ou si tu as perdu. Rien ne prouve qu'on ne s'interrogera pas un jour sur la misère que c'est de toujours gagner-ou-perdre.

En général, on te dit : tout ça, c'est le profit. Mais le profit, sur quoi est-ce qu'il est branché ? Sur le socialomètre. On ne fait pas du profit pour le profit, mais parce que le profit permet de paraître. Il y a un «effet» qui enchaîne les gens au profit, un effet dont ils ne

sont plus maîtres, et qui a comme conséquence d'enchaîner encore davantage les autres à leur misère morale et matérielle. Mais quand on prend des mines scandalisées - regardez ces sales types qui écrasent des innocents - c'est de la haute démagogie, comme tu dirais de la haute trahison. Comment est-ce qu'ils y arriveraient, les sales types, si les agneaux ne mordaient pas à tout ce qui signifie confort, beauté, force, puissance, progrès... ?

## Promotion sociale

C'est là-dessus qu'il faut se battre si on ne veut pas devenir un salaud. Et pour bien te faire comprendre, je vais même te raconter une histoire... Il y a de ça plusieurs années, une femme seule avec cinq gosses, qui était sous tutelle, c'est à dire dont les dettes étaient épongées au fur et à mesure des rentrées par un fonctionnaire. Cette femme, donc, reçoit un fameux arriéré de pension alimentaire. Que fait le fonctionnaire ? Pour que l'argent ne fiche pas le camp n'importe comment, et sans doute aussi pour continuer de contrôler la situation, il dit à la dame : C'est le moment d'acheter des meubles, vous n'avez rien... J'arrive dans la famille, et je vois un buffet en plaqué sombre, avec vitrines terribles, et puis une table de salle à manger, pareil, avec des anneaux dorés aux pieds, si je me souviens bien. C'était à pleurer.

A pleurer, parce que la dame, elle était un peu fière, mais aussi passablement gênée. Elle s'est justifiée en prétendant, c'est classique, qu'il s'agis-

sait d'une occasion. Je ne lui demandais pas. Mais je suis entré dans le jeu, et même je lui ai fait compliment de son truc. Alors elle s'est un peu ouverte pour dire qu'elle avait vu une salle à manger qui lui plaisait encore plus, mais que là, vraiment, c'était trop cher. Si le fonctionnaire des Tutelles avait écouté, il aurait été très content. Grâce à lui, Mme K. commençait à «bien» se servir du socialomètre, c'est à dire plus seulement pour savoir qui elle était, mais pour savoir dans quel sens elle devait encore travailler pour grandir.

Les gosses, eux, comme tu penses, ils avaient déjà commencé la démolition. Ils jouaient sur la table, et dessous. Ils mettaient les pieds sur les chaises, ils les faisaient tomber et jouaient au traineau avec. Et comme la table prenait toute la place, ils se cognèrent au buffet...

Il ne doit plus en rester lourd. Mais à propos de ce gadget, qui gratifiait Mme K. tout en l'humiliant, les gens continuent à me dire : si, c'était bien, c'est ce qu'il fallait faire. Pourquoi Mme K. n'aurait-elle pas le droit à une salle à manger moderne ?

- Et qu'est-ce que tu réponds ?

- Quand la moutarde me monte au nez, je réponds : pourquoi un cul-de-jatte ne gagnerait pas Paris-Strasbourg. Mais ce n'est pas bon, parce que c'est répondre par la nature du cul-de-jatte, pas par la misère de la course. Seulement pour expliquer ce que cette course a de misérable, avec toutes ses petites promotions, c'est long, c'est long... Même en milieu écolo, tu es devant un mur.

# Introduction à la prudence

**I**l sera question à nouveau dans nos colonnes, prochainement, du sous-prolétaire, et de ceux qui essaient d'y faire quelque chose. Et ça promet d'être encore plus dur. Le texte que vous venez de lire, établi à partir d'une bande magnétique déjà ancienne, n'est, je le répète, qu'une introduction.

Introduction toute modeste à un sujet que nous avons jusqu'ici tout à fait négligé ou traité, trop souvent, comme tout le social, à travers deux idées reçues et trois articles de catéchisme politique. Introduction à la prudence. Car nous aussi, les écologistes, nous risquons d'être victimes du mirage commun qui autorise à voir «ces gens-là» du dehors et imaginer que, parce qu'ils sont pauvres, ils sont forcément tout gentils et les alliés naturels de l'anti-nuc et de l'agro-bio...

Le père Marx, cité tout au début, savait de quoi il parlait. Il vivait en contact étroit avec le sous-prolétaire au moment même où il rédigeait son «Manifeste». Et puis c'est un curieux argument, avouez, que celui du confort matériel. On lui impute en général, et sans doute à juste titre, la haute saloperie des salauds. Et puis voilà que tout à coup, quand on le promet aux sous-prolétares, il ne pourrait plus rien ni personne. Miracle du don, ou de la sainteté de principe qui s'attache aux pauvres... ?

Il vaut mieux ne pas se bercer d'illusions. Ce n'est pas le sous-prolétaire qui comprendra le plus vite qu'il faut changer de mode de vie, tourner la page, abandonner délibérément certains privilèges auxquels il est lié comme

toutes les autres classes de la civilisation à l'occidentale. C'est infiniment plus facile quand on y a goûté, bien goûté, au point d'en être saturé, que quand on en a été exclu. Il faut bien se représenter au contraire que les sous-prolétares exploseront dès qu'ils trouveront en face d'eux un pouvoir un peu moins violent que celui qui les contient, comme aujourd'hui, dans leur misère, à coup d'allocations et d'aides sociales. Et que ce ne sera pas pour réclamer qu'on leur foute la paix avec les raisons d'être et de paraître qui les ont coulés, mais pour exiger ce qu'on leur a toujours promis et qu'ils n'ont jamais eu, ou mal.

Problème. Allez-vous procéder comme les municipalités communistes, qui ménagent l'avenir en prévoyant la création d'un commissariat ou d'une gendarmerie dès qu'il s'agit d'«améliorer» la vie d'une cité ? Ou n'allez-vous pas plutôt, histoire d'appliquer jusqu'au bout le sacro-saint schéma de la lutte des classes, vous mettre à loucher du côté des cadres ? Après tout, pourquoi pas ? Ne dit-on pas de ces fameux cadres qu'ils seront plus nombreux que les ouvriers à partir des années 80 ?

Entre les méthodes de contention sociale et la mise en place d'une technocratie de la survie gérée par la majorité capable, il y a de l'espace pour une nouvelle théorie et une pratique qui iraient un peu plus loin que Marx.

C'est ici que l'idée des rôles sociaux qui vient d'être esquissée risque de se révéler fructueuse et que les écologistes pourraient manifester toute leur originalité.



Photo Lambours

Nous avons beaucoup parlé de hiérarchie, un moment, et puis le thème a comme disparu de nos préoccupations. Nous avons bien reconnu l'existence du «socialomètre», même si nous ne l'avons pas désigné sous ce nom, mais nous avons évité de pousser la découverte jusqu'à ce que notre système de référence bascule. Nous n'avons pas voulu voir que le socialomètre était non pas un compteur, un simple cadran donnant des indications sur la machine sociale, mais la machine sociale toute entière, la machine sociale même.

Ce n'est pas un hasard si nous avons négligé le sous-prolétariat ou s'il n'a encore provoqué, chez nous comme ailleurs, que des analyses complaisantes, empruntées à cette charité canibale qui fait l'essentiel de l'idéologie de gauche depuis le 19<sup>e</sup> siècle. Le sous-prolétariat renvoie aux écologistes comme à tous les autres bourgeois syndiqués une image déformée, monstrueuse, de leurs propres pulsions. Le sous-prolétariat, c'est l'échec qu'on refuse d'être. Alors on l'enveloppe de photos bien pittoresques et d'un nuage d'encre et ça passe : sa misère n'est plus la nôtre...

M.B. ●

**O**n n'a jamais vu d'homme sans ombre. On ne verra jamais de société sans modèles. Le «phénomène humain», les luttes de classes, la notion même de lutte, l'alternative perdre ou réussir, sont inconcevables si on ne se réfère pas aux modèles poursuivis à une certaine époque déterminée.

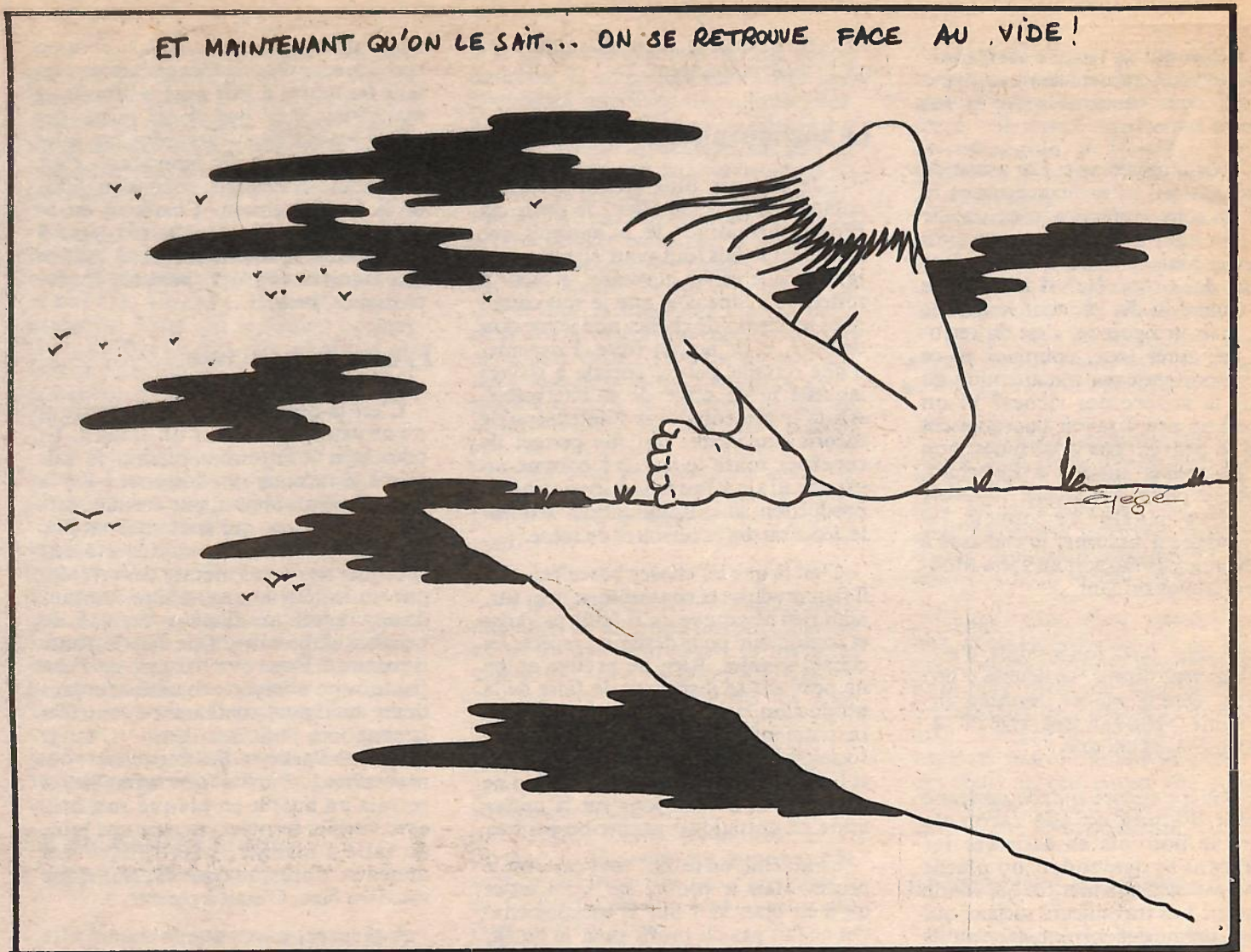
Parler du sous-prolétariat sans être décidé à trouver avec lui des modèles qui dédramatisent les repérages et n'enfoncent pas toujours davantage les perdants, c'est se tenir en dehors et cautionner la logique de l'assistance. Mais comment combattre avec lui les modèles actuels ? En créant un mouvement dans ce sens ou à l'occasion de la prochaine crise ? L'attitude volontariste a des limites, et l'attentisme aussi. Comment, d'autre part, contrôler les modèles qui viendront, inévitablement, à la place des anciens ?

Quelles institutions imaginer pour un contrôle permanent, collectif, expérimental, des modèles ? Nous n'avons fait, jusqu'à présent, qu'effleurer le sujet. Et l'écologie politique et sociale continue, de ce fait, de mener une vie parasitaire, en se nourrissant des déchets du justicialisme qui anime les autres chapelles.

### Du nudisme en politique

Le problème politique fondamental est celui du rapport aux modèles. S'attacher aux rivalités des partis, aux élections, au format des grands qui décident pour nous, aux «événements», à la misère, sous quelque figure qu'elle se présente, c'est prendre l'accessoire pour le principal. C'est organiser la démission du public en traitant celui-ci en spectateur. J'accuse la G.O. d'être tombée comme les autres dans le panneau. Je m'accuse, par la même occasion, de n'avoir pas pu l'en empêcher et de n'avoir pas réussi à renouveler d'une manière suffisamment concrète la prise de conscience politique sur la base de la critique permanente des usages par les usagers.

Quel usage tel modèle nous fait-il ? En quoi, vraiment, est-ce qu'il nous intéresse ? Savons-nous réellement ce qu'il implique de temps de travail, de matériaux, de déchets, de pollution, d'organisation, de formation professionnelle, de revanches ? Et les ensembles, pratiques qu'il induit ou consolide... ?



## La croisée des mots

*Lambert fait ici la critique des modèles.  
Un modèle du genre.*

La question du rapport aux modèles est tabou, et pour cause. Elle déchire le tissu d'abstractions qui permet de s'adresser au «citoyen» en toute impunité. Elle introduit le nudisme en politique.

Les classes sociales se distinguent les unes des autres par leur capacité à inventer de nouveaux modèles, à les imposer, à les transgresser.

Mais la classe dominante ne domine pas, comme on a tendance à le croire, en «imposant» directement ses modèles. Ce n'est pas aussi simple. Si elle domine, c'est plutôt en abandonnant périodiquement ses modèles. Quand les autres classes sociales, après avoir besoin pour la rejoindre, l'égaliser, s'imaginent avoir trouvé la bonne stratégie, elle est déjà ailleurs, où ne l'atteindra pas avant longtemps. Là où on continue de l'imiter, cependant, elle a évidemment tous les moyens d'exploiter vos désirs, puisque c'est elle qui possède les instruments de production.

Posséder les instruments n'a donc aucun sens si on ne livre pas simultanément à une véritable conquête de l'initiative des modèles. C'est ce qu'avaient compris les premiers socialistes en tâchant de révéler des valeurs spécifiquement ouvrières. L'époque étant complètement engagée dans le productivisme et le mythe du progrès, ils n'ont malheureusement trouvé que des valeurs petites-bourgeoises...

### Nécessités techniques ou nécessités morales

Modèles : ce qu'il faut faire, ce qu'il faut être, ou avoir. Comment il faut le faire, comment il faut l'être, etc. On ne pose cependant jamais la question : mais pourquoi des modèles ? Non parce qu'il n'y a pas de réponse, mais parce que la ou les réponses possibles feraient trop mal. On débouche en effet à tous les coups dans l'irrationnel.

Pourquoi des modèles ? Parce que nous avons besoin de croire que nous sommes (les) meilleurs, pour sauver nos âmes, pour compter parmi les justes. La sécurité matérielle, l'amélioration des moyens d'existence, la survie immédiate, ne sont que des prétextes à modélisation, et à nous inscrire valablement au ciel des valeurs éternelles.

Pourquoi des modèles ? Pour modéliser... Tenir sous le même regard que cette modélisation est inévitable, et qu'elle est de bout en bout gratuite : base probable de toute distanciation, de toute libération.

Apprendre à lire la morale qui nous est imposée par les nécessités techniques. Quelle nécessité y a-t-il vraiment dans nos nécessités ? Apprendre que la morale commence au ras du sol, dans ces choses-à-faire qui semblent innocentes mais dont le vrai motif est de nous distinguer du voisin. Que les choses-à-faire sont des choses-à-être. Apprendre que la recherche technique, qui a pour but affiché l'augmentation de nos moyens, a comme revers le repérage des incapables et des impuissants...

Le sous-prolétariat se distingue par tout ce qui lui «manque» ou qu'il ne fait pas - ou mal. Ce diagnostic, s'il demeure sur le plan strictement matériel, autorise l'assistance, qu'on vous tende la main de haut. Se rendre compte que les sous-prolétaires sont malades de notre morale, au contraire, revient à toucher que nous sommes prisonniers d'une morale malade, et malades nous-mêmes...

### Dédramatiser la vie quotidienne

Sur quoi s'appuyer pour transformer la morale que nous font nos objets quotidiens, nos pratiques, nos modèles ? Sur quoi ? Quel type d'action lancer qui dédramatiserait la vie quotidienne ?

Quand on commence à réfléchir dans cette direction, la première idée c'est qu'il faudrait simplifier les usages, renoncer à plein d'objets qui ne sont que des fétiches culturels pour nous repérer comme forts ou faibles, gagnants ou perdants, etc. Mais la simplicité peut être tout aussi dramatique, dans la mesure où elle facilite encore les comparaisons ! Ne jamais oublier que ce qui est «simple» a tendance à devenir mesquin...

La dédramatisation semblerait plutôt devoir gagner à la multiplication des modèles. C'est d'ailleurs ce qui se produit en partie aujourd'hui, notre époque étant à certains égards infiniment plus généreuse que les précédentes. La multiplication des modèles ne suffit cependant pas, certains d'entre eux ayant une séduction telle qu'ils s'imposent bientôt à toute la collectivité. Seule une critique permanente des usages, servie par des institutions ad hoc... etc.

Faut-il attendre une soudaine mutation logique, telle que les notions de réussite et d'échec n'aient plus cours ? Le passage naturel à un nouveau stade intellectuel ? Ne doit-on pas plutôt essayer de hâter cette maturation (en supposant qu'elle soit inévitable ?)

Imaginez : des modèles qui ne feraient pas immédiatement repérer ceux qui suivent et ceux qui perdent pied, qui seraient considérés comme des expériences, non plus comme des épreuves, qui permettraient de rester sur le plan pratique. Et qui seraient écologiques comme par surcroît, dans la mesure où l'absence de compétition et la baisse concomitante du besognalisme soulageraient la planète...

Lambert ●

# Du printemps de Bourges...

**L'**ami Jacques, reporter surprise de la GO au printemps, poursuit l'exploration du temple de la chanson nouvelle. Ça commence, il était dimanche...

«J'étais allé à Bourges, en grande partie pour Isabelle Mayereau. Arrivé un quart d'heure avant le spectacle, j'ai trouvé porte close : complet. Déception, déception, quand tu nous tiens ! Avec ses airs

de clerc de notaire, cette fille a réalisé un exploit : faire des chansons, originales, de grande qualité, avec musique et mots suaves à souhait, et de plus des chansons qui passent à la radio (enfin, un peu...). Juste suffisamment vedette pour attirer du monde dans un festival. Inconsolé, je me suis rabattu vers les «Etoiles». Ils remplaçaient, au pied levé, Graeme Allwright et son homonyme de fils soudainement empêché (un gala chez les Eclaireurs de France ?). Les «Etoiles», Tardi les a croqué sur une magnifique affiche, il s'agit de travestis brésiliens ; une honte de chanter si bien ! Ça gicle de tous les côtés, ils brûlent de talent, ils n'étaient pourtant que deux. Je n'ose imaginer l'immense fête qu'ils doivent dégager quand ils sont au complet. C'était hurlant de beauté. Avec nos habits ternes de tous les jours, on se sentait vraiment stupide, comme jaloux de leur brillance, de leur verve, de leur éclat. Ils chantent avec des voix divines, ni femme, ni homme, une troisième force qui vous enveloppe. Une

sensualité à laquelle aucun chanteur ne nous a habitués. Ils traquent avec humour le refoulement homosexuel des mecs de la salle en les interpellant «rois des animaux !». Et ce, dit avec un sourire fabuleux sur leurs lèvres mauves (le mauve à lèvres...).

Reste qu'après eux, la prestation de Marie-Josée Vilar, qui s'excusait d'être enceinte jusqu'aux oreilles, ne passait pas trop. Une autre fois... loin des Etoiles...

Le dimanche soir : soirée chilienne, solidarité et révolutionnaire exigées. Le mot Chili fit autant vibrer la foule que l'interprétation des chansons. Parsemez la chanson de quelques mots de la panoplie : Allende, Jara et cie, et vous aurez l'assurance d'être applaudi. J'ai d'abord écouté Patricio Castillo, musique pseudo-moderne avec guitare électrique au son cacax et «bruiteur» se prenant pour un batteur (on lui pardonnera, il s'est montré très honnête percussionniste par la suite), en prime la bonne tenue d'un pianiste Jazz. Un en-

semble pas désagréable, je ne dirai rien des textes qui manquaient de traductions.

La maman d'Angel et Isabel Parra, Violetta, était une **dan** fabuleuse. Ne pas perdre une occasion de le redire. Les deux fistons ont une belle voix et s'en servent bien, leur musique reste tout de même sommaire. Dououreux pour un connaisseur de voir une utilisation du Charango aussi plate et aussi applaudie ! La nationalité remplace avantageusement la maîtrise d'un instrument...

Quilapayun : leur réputation de rois des chœurs tragiques n'est pas surfaite. Très beau. L'accompagnement musical reste honnête, sans plus... Dommage que le son de leurs sikus (flûte de Pan) ait été carrément vilain. Rien à voir avec le son chaud et mystique des sikus boliviens (les Rupay).

Soirée politiquement emballante mais musicalement...

Jacques Méhu ●

## Nouvel ordre énergétique mondial

*Les 22, 23 et 24 mars à Dijon, se tenait un colloque intitulé : de l'énergie nucléaire aux nouvelles sources d'énergies ; vers un nouvel ordre énergétique international.*

**L'**environnement de l'université ce n'est pas seulement le cassis et la moutarde, c'est également Framatome». C'est par ces mots que le président de l'université de Dijon termina sa présentation du colloque. Malheureusement pour cette tentative d'ouverture vers l'industrie, les représentants de Framatome semblaient avoir bouddé le colloque. Celui-ci se déroula en présence d'une centaine de personnes, dont la plupart étaient des universitaires. Les autres participants représentaient des firmes, l'administration et l'EDF.

Les organisateurs tracèrent dès la première journée les limites dans lesquelles travailleraient les participants. : «Ce n'est pas un colloque pour ou contre le nucléaire. Nous voulons étudier les différents filières, les différents systèmes internationaux.» Pourtant le clivage antinucléaire/pronucléaire est très vite réapparu, et la question de fond, sous-jacente, était celle de savoir si le nouvel ordre énergétique en question serait nucléaire ou pas.

Bien sûr, la réalité n'est pas aussi tranchée, les énergies nouvelles et l'énergie nucléaire coexistent et coexisteront pendant quelques années. Mais le débat est bien celui qui sépare ceux qui souhaitent une extension de l'utilisation de l'énergie nucléaire et ceux qui désirent s'en passer et l'exclure.

Deux points, pourtant, soulignés par les exposés de M. Damian et P. Cricqui montraient la relation antagoniste qui existe entre un développement des énergies nouvelles et un développement de l'énergie nucléaire. Historiquement, au sortir de la guerre, l'énergie nucléaire se développa avec la perspective de remplacer toutes les autres formes d'énergie. Ce qui impliquait la mise en veilleuse des recherches sur les énergies renouvelables.

Aujourd'hui, l'importance du développement des énergies renouvelables, aux USA et en France, est fonction de la place prise par l'énergie nucléaire dans la politique énergétique du pays. Les USA doutent face au nucléaire civil, ils lancent un vaste programme de couverture de leur besoin par les énergies renouvelables, d'ici l'an 2000. En France, on ne doute pas, et les responsables déclarent les

énergies renouvelables inaptes à couvrir de grands besoins.

La plupart des autres exposés, présentés au colloque, portaient sur des points précis des problèmes énergétiques mondiaux. Ils étaient généralement critiques face au choix nucléaire et souvent ils révélaient une insuffisance liée au développement de l'énergie nucléaire. Ainsi, il semble que personne ne connaisse la nature exacte des contrats passés entre EDF et la COGEMA pour le retraitement des déchets radioactifs.

Nous reviendrons plus longuement dans un prochain numéro sur les travaux de M. Damian, de P. Cricqui et de J.M. Hourcade. Il faut simplement noter ici quelques aspects de la recherche de M. Damian. Il s'est attaché à retracer l'histoire du nucléaire et des conditions de son émergence depuis la dernière guerre. Son exposé est une tentative. Il essaie de montrer que cette énergie s'inscrit dans une logique bien précise et que son développement n'est pas le simple résultat de découvertes scientifiques et techniques. Des choix précis ont été opérés. Damian indique que les piles photovoltaïques (1) et les transistors ont été inventés à la même époque. Les uns ont été développés et pas les

novateurs de ce travail est sa démonstration sur la crise nucléaire. Aux USA, elle est perceptible avant celle du pétrole (1973). Les USA avaient prévu de construire entre 1966 et 1974, trente réacteurs par an. Ils ont échoué. Aujourd'hui l'industrie nucléaire des USA est sans commandes de réacteurs.

Le projet nucléaire comme seule source d'approvisionnement énergétique a échoué. Pourquoi cet échec ? «A cause des contradictions mêmes de la matière travaillée», suggère M. Damian. Mais cela n'est pas suffisant et la question reste posée de savoir pourquoi les promesses du nucléaire se sont transformées en leur contraire. A cela M. Wyatt, directeur à l'EDF répond : «Les pays de l'OPEP ont trouvé des complices dans tous les pays pour perpétuer la situation du pétrole». Cet argument, ajouté à la remarque péjorative sur la jeunesse de M. Damian, et quelques réponses très ponctuelles en forme de profession de foi, ont constitué l'essentiel des prestations d'EDF.

Lorsqu'il n'y a pas de public à convaincre, EDF se défend mollement des attaques. A quoi bon, en effet, puisque la force est de leur côté et que l'industrie nucléaire prolifère ?

La discussion sur le nouvel ordre énergétique international a tourné court. Le débat était trop centré sur la question : une énergie peut-elle en remplacer une autre, et cela au regard des seuls critères du calcul de rentabilité économique ?

Louis Puiseux soulignait qu'il serait beaucoup plus intéressant de se demander si on allait continuer à lier consommation d'énergie et niveau de vie. Il demandait si on allait enfin s'interroger sur ce que pourrait être une civilisation post-industrielle. Mais cela ne semblait pas faire partie des préoccupations du colloque.

J.L. Lavigne ●



autres. Pourquoi ? Damian rapporte également des textes de l'OMS (2) de 1955-1958 où il apparaît clairement que rien ne pourra arrêter le développement du nucléaire, même pas les préoccupations concernant la santé des populations. Un des points les plus

(1) Piles qui permettent la conversion directe de l'énergie solaire en électricité.  
(2) OMS : Organisation Mondiale de la Santé. Organisme dépendant de l'ONU.



Photo Baumann

## Ordonnance

**Attention science-fiction :** Du 3 au 7 mai, Metz et sa région vont vivre à l'heure extra-terrestre, pour le Quatrième Festival International de SF organisé par Philippe Hupp. Beaucoup de films, dont **Capricorn One** de Peter Hyams, **Morts suspectes** de Michael Chrichton, **France société anomyme** d'Alain Corneau (en présence du réalisateur). Entre deux toiles, vous pourrez y causer avec des tas d'auteurs prestigieux : surtout Norman Spinrad (auteur du formidable subversif **Jack Barron et l'Eternité**, Ed. J'ai Lu), John Brunner (le principal auteur de SF écologique, avec **Tous à Zanzibar**, par exemple, chez Robert Laffont) et Ian Watson. Du côté des français, tout le monde y sera, ou presque. Les oreilles ne sont pas oubliées, avec un concert de Tim Blake et Patrick Vian, le 5 mai, devant (ou dans) la Cathédrale. Renseignements : BP 611, 57010 Metz Cedex. Tél. (87) 76 91 00, poste 414.

**Dans votre agenda :** Le 12 mai, aux Arènes de Fréjus (Var) un concert unique des Who. Renseignements (94) 95 60 01. On espère une prestation exceptionnelle, pour faire oublier que leur dernier 33 tours, **Who are you** (Polydor 2490 147) est franchement inaudible. Il vaut mieux se reporter sur une pure merveille fabriquée par un Who, Peter Dinklage, avec **Ronnie Lane** : ça s'appelle **Rough Mix** (Polydor 2442 147) et ça fait bouger les doigts de pieds. Tout est donc possible, le 12. C'est pourquoi vous serez dans les Arènes de Fréjus, bande de touristes !

**Mickeys en folie :** Le 6ème Festival de BD de Clichy se tiendra à la mairie de Clichy (39 avenue du Général Leclerc, 92110) les 5 et 6

mai. Le thème choisi devrait intéresser les écolos : **Les animaux plus qu'humains**. Avec quatre dessinateurs de marque : Franquin, Druillet, Macherot et Fred. Fred qui vient de publier chez Dargaud son nouvel album, **Le Manu-manu et autres histoires naturelles et sociales**, plein de couleurs et de surréalisme. Se termine sur les aventures du Père Noël abattu à coups de fusil. Insécurité partout !

**Parano :** Pour mieux faire connaissance avec le grand-père des romantiques, l'arrière grand-père des punks et le grand-oncle des centrales nucléaires, lisez **Schopenhauer** de Didier Raymond, dans la série **Ecrivains de toujours** au Seuil (18,00F). Le pessimisme absolu, l'ennui, le manque de confiance en son voisin, la mort au coin de la rue : Schopenhauer n'avait pas encore entendu parler des grands ensembles qu'il les décrivait déjà !

**Musique douce :** En l'honneur d'un des plus prestigieux créateurs du banjo moderne, Earl Scruggs, qui joue depuis l'âge de quatre ans aux Etats-Unis et dans le monde entier, on pourra bientôt voir un nouveau film musical : **Banjoman, L'homme-banjo**. Richard Abramson et Michel Varhol ont filmé un grand concert exceptionnel autour d'Earl. La bande originale du film vient de sortir chez Sire (Dist. Pathé Marconi, 2C 070 61930) : un grand moment de country-rock, avec Scruggs, bien entendu, et aussi les Byrds, Joan Baez, Rambling Jack Elliott. Le banjo est un instrument très écolo. J'emporterai ce disque sur mon île déserte. J'espère que je n'oublierai pas mon électrophone.

Docteur Bernard Blanc ●

**Patrons Télévisions**

Version longue du film **La voix de son maître**, de Gérard Mordillat et Nicolas Philibert, la série d'émissions **Patrons/ Télévision**, censurée par Antenne Deux, est présentée actuellement à Paris au cinéma La Clé. Des patrons de genres très différents parlent tout à fait librement... peu à peu se dégage l'unité profonde du discours patronal. Des mêmes auteurs, un livre vient de paraître aux éditions **Albatros** : **Ces patrons éclairés qui craignent la lumière...**

Aux mêmes concentrations, l'Omca est actif contre le bacille botulique et le staphylocoque doré, l'un des germes responsables de bien des épidémies hospitalières et qui provoque couramment furonculoses, angines, otites, etc.

Signalons également que l'Omca serait très efficace contre les infections mycosiques de la peau. Alors profitez-en, parfumez donc votre vin chaud à la cannelle. Sinon votre médecin vous en prescrira bientôt... Gageons qu'elle vaudra alors beaucoup plus cher et sera moins agréable à absorber.

R.L.C. ●

**Fusains et remembrement**

Peu de monde, ce dimanche 8 avril pour replanter des fusains sur les terres de Fanch-Floch, à Kerrefren, près de Quimper. Quelques amis avec bèches et bottes, quelques paysans venus voir. Une cinquantaine de plants sont venus garnir le haut d'un talus, entre champ et chemin, et serviront à fixer la terre et abriter du vent. Ces plants ont été offerts à Fanch par la SEPNB (société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne) et par l'association de défense du terroir breton. Cette action visait deux objectifs : contribuer au reboisement du bocage breton, ou tout au moins en susciter l'initiative et par delà marquer un soutien à la bagarre que mène Fanch-Floch depuis quelques années contre le remembrement, ou plutôt contre ses responsables, au premier rang desquels figurent les ingénieurs agronomes de la DDA (direction départementale de l'agriculture). En 76, dans une virulente lettre ouverte au président de la République, Fanch avait accusé ceux-ci « d'abus de pouvoir, de spoliation et de gaspillage de l'argent public ». Comme réponse il obtint... un procès et des amendes pour diffamation.

Aujourd'hui il plante roseau, fusain et feuillus sur ces terres. « Les gens se rendent compte que l'on a trop dégarni », m'a dit Louis Ropars, animateur du « Terroir Breton », « les talus, les haies, les arbres, tout a été chamboulé. Nous, on veut en replanter des feuillus, des fruitiers, espérer que cela fera bouler de neige. La DDA se contente de fournir des plans de résineux qui ne sont pas adaptés au pays, qui rendent le sol trop acide et ne donnent pas d'humus ».

Geste symbolique ? Oui, certes. S'il peut paraître dérisoire, il reflète néanmoins les tentatives poursuivies par des associations telles « le Terroir Breton » pour redonner racines à ce « bocage » breton.

Dominique ●

**Le Terroir Breton, 1 bis rue du Frouit. 29000 Quimper.**

**Le soufre coûte cher.**

La présence de soufre dans certains combustibles industriels - fuel oil en particulier -

conduit à une forme grave de pollution de l'atmosphère. On retrouve, alors, dans les fumées, des quantités importantes de dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>) qui induisent, à grande distance des usines, l'apparition dans les précipitations atmosphériques, d'acides sulfuriques. Les dégâts occasionnés sur l'environnement naturel (cultures, arbres) et artificiel (métaux, pierres, briques), sont considérables.

Jusqu'à présent, l'industrie européenne pouvait sans difficulté s'approvisionner en fuel à basse teneur en soufre (fuel BTS). Elle rejetait cependant, chaque année, dans l'atmosphère, près de 60 millions de tonnes de SO<sub>2</sub>, avec les conséquences que l'on peut deviner.

Un récent rapport de l'O.C.D.E. (\*) jette un cri d'alarme. Il est de plus en plus difficile de se procurer sur le marché mondial les quantités de fuel BTS nécessaires au fonctionnement de l'industrie européenne. Dans ces conditions, il devient nécessaire que les industries s'équipent d'installations de désulfuration des gaz de rejet.

Le rapport de l'O.C.D.E. intitulé « **Approvisionnement en combustibles propres** » précise que d'ici quelques années les coûts additionnels d'achat de combustibles BTS et d'installation des dispositifs de dépollution des fumées, seront à peu près équivalents. Ils seront d'environ 4000F par tonne de soufre éliminé. En 1985 il en coûtera 22F par an et par Européen pour ramener à son niveau de 1974 la pollution par le soufre.

RLC ●

(\*) O.C.D.E. : Organisation de Coopération et de Développement Économique.

« **Approvisionnement en combustibles propres** », 115p. 25F Bureau des Publ. O.C.D.E., 2 rue André Pascal, 75 775 Paris Cédex 16.

**Rassemblement antinucléaire à Torness (Ecosse)**

Le SSEB (EDF écossais) a commencé les travaux de la prochaine centrale nucléaire britannique à Torness, à 50 km d'Edimbourg.

En mai 78, plus de 4000 personnes se sont retrouvées à Torness pour protester contre le projet de construction de ce réacteur nucléaire. En septembre 78, environ 20 représentants de l'alliance ont occupé le site reconstruit, une baraque abandonnée, et pris contact avec les gens du coin opposés à la centrale. Mais, à la mi-novembre et pendant plusieurs heures, les travaux furent arrêtés par une résistance non violente. Les occupants sont toujours dans la région et continuent à travailler avec les habitants pour renforcer l'opposition.

L'alliance Torness invite tous ceux et celles qui se sentent concernés par le nucléaire à se joindre au rassemblement qui aura lieu du 4 au 7 mai à Torness.

Pour tout contact :

**SCRAM 2a Ainslie place Edinburg 3 Téléphone 031 225 7752**

**Baba-cool**

**P**as loin, dans une GO d'hier, j'ai lu l'article de Jean Brière, porte-parole d'Europe-Ecologie. Son papier s'intitulait : **dissiper les illusions de la gauche.**

Je ne sais pas qui est Jean Brière. Qu'il excuse mon ignorance. Je me suis frotté à l'écologie militante quand elle n'était pas encore un enjeu urnaire. La faune évolue, il est juste que les dinosaures s'éteignent. Depuis je ne suis qu'un flippé mystique, comme chacun sait, et mon iréalisme politique frise la collaboration, comme chacun dit. Par manque de chance il était placé à côté d'un visage dessiné par Caillon. Zut, le hiatus me torture encore. Je ne vote pas. J'ai donc un peu mauvaise conscience à écrire du côté des bulletins, mais je ne donne pas de consigne non plus, alors... Juste ma plume coup de vent et n'en parlons plus. Jean Brière, tes mots m'inquiètent, tes phrases m'effrayent, ta pensée ne pense pas l'écologie. Je ne saurais même pas t'expliquer. C'est comme ça, te ton, les vocables, l'aspect séchement analytique, politicien, la dénonciation du totalitaire pour l'acceptation du totalisant. Ta façon de désigner d'une main le PSU, le MRG, les AT, ta façon d'être sévère. Aucune douceur, de la dureté dans ton radicalisme lyrique. Je te sens logicien, stratège, tu lèves les finasseries, tu sais, tu fais attention, tu supputes, tu te

méfies, tu fais de la politique comme Séguy fait du syndicalisme. Tu rates l'écologie. Tu rates l'intelligence et la folie d'une création que tu amputes.

Bien sûr, j'exagère, et puis il ne faut pas juger sur un texte, les mots sont tellement de légers éphémères. Je n'ai pas éprouvé cela en lisant Huguette Bouchardeau, cette dame de ce PSU que tu n'apprécies pas. Moi, je sais pas faire la part de la vérité, mais dans ce dossier, l'écologie dont tu parles, elle m'est repoussoir. Je n'ai jamais rencontré une telle odeur partisane, sectaire, totalisante comme tu dis.

Faudrait vraiment que je sorte de ma campagne plus souvent. J'avais toujours vécu l'écologie comme une éthique d'attention à l'autre, aux autres. Ecouter, s'interroger, s'ouvrir, se transformer, muter. Pas question de détenir la vérité, c'est pour cela que je n'ai aucune crainte à écrire ces mots. Mon erreur est possible, probable. Je le souhaite, comme je te souhaite de te tromper. Si demain Europe-Ecologie est à la barre (ce qui sauve l'écologie c'est précisément cet impossible !) on ne rira pas.

Nous sommes tous des députés du parlement européen. Salutations terrestres et sans grief.

Asselin ●



**Le charme discret de la cannelle.**

Depuis bien longtemps, le vin chaud à la cannelle fait partie des remèdes de bonne femme. Un remède que l'on utilise volontiers, à titre préventif ou curatif, contre les maux d'hiver, grippe, rhume, etc. Un médicament agréable à prendre, certes, mais qu'aucun médecin sérieux n'oserait porter sur une ordonnance : il y perdrait sans doute son client, et peut-être une partie de sa clientèle.

Voilà une situation qui va changer bientôt. En effet, un chercheur japonais, le Dr. Satoshi Morozumi, du service de microbiologie du laboratoire central de Tokyo, vient de mettre en évidence les précieuses qualités antibiotiques de l'essence de cannelle. Celle-ci contient de l'Omca (O-méthoxycinnamaldéhyde) qui se révèle particulièrement actif contre certains microbes et champignons. A la concentration très basse de 100 microgrammes par cm<sup>3</sup>, l'Omca inhibe totalement la croissance des champignons tels que l'aspergillus parasiticus et l'aspergillus flavus. Il détruit en même temps la toxine libérée par ces champignons, la redoutable aflatoxine, l'un des poisons naturels les plus dangereux pour l'homme.



# Les verts d'outre-Rhin

**A** quelques semaines des élections européennes, il est intéressant de voir de près quels seront nos éventuels partenaires verts, si, au hasard d'un vent frivoltant, les écologistes gravissent un jour prochain les marches du parlement de Strasbourg. Notre correspondant en RFA a retracé pour nous les itinéraires et recherché l'origine des différents mouvements écologiques Ouest Allemands. (1).

On se souvient qu'au mois de juin 78 en Basse-Saxe et à Hambourg, les listes vertes avaient fait leur apparition sur la scène politique et avaient recueilli dès le premier tour 4% des suffrages, réalisant un score inattendu. Pour expliquer les raisons qui avaient pu pousser un grand nombre de Bürgerinitiativen à participer au jeu électoral, il faut savoir qu'une espèce de coalition univoque et unanime avait réuni les trois grands partis d'opposition et le syndicat DGB sur au moins un point: Ranger au vestiaire les doutes et les hésitations en matière d'énergie nucléaire, négliger la protection de l'environnement et favoriser le programme de construction des centrales nucléaires.

De son côté, le gouvernement confiait ses responsabilités en la matière à des missions d'experts, devenant ainsi le simple organe exécutif des technocrates. Inquiets de cette situation, le BBU (Union Fédérale des Bürgerinitiativen) intervint alors publiquement en posant la question de l'opportunité d'une candidature verte aux élections législatives en RFA et aux européennes. Le BBU qui regroupe une forte majorité des BI

(Burgeninitiativen) - 1000 comités et 300 000 membres - est devenu dans les faits une organisation qui a désormais son mot à dire sur la scène politique large et à laquelle l'opinion publique et les médias sont bien obligés de prêter l'oreille.

Sans être lié à un parti ou à une organisation, le BBU est devenu un efficace bureau de presse coordonnant et faisant circuler l'information, doublé d'une bonne structure capable de traiter les problèmes écologiques dans un contexte général. La forme même du BBU explique aisément que l'initiative d'une candidature verte n'ait pu émaner directement de son sein. Son rôle semble être plutôt le maintien et le renforcement d'un mouvement de base extra-parlementaire garant du bon fonctionnement des futurs élus verts soupçonnés a priori de pouvoir entrer trop confortablement dans le mécanisme parlementaire.

Deux partis verts, proches du BBU, se sont associés pour participer aux élections. Le GLU (liste verte pour la protection de l'environnement) et le GAZ (Action Verte pour l'Avenir). Le GLU recrute sa clientèle dans une couche de la population qui a pris conscience des impasses du développement actuel et qui souhaite, devant l'indifférence des institutions traditionnelles, prendre en main leurs affaires. Il s'agit d'une majorité d'intellectuels libéraux et progressistes, mais aussi de viticulteurs et de paysans. Leur programme ne dépasse guère le cadre des problèmes de la lutte contre les centrales ou de la pollution. Au

GAZ, si le groupe est plus hiérarchisé, les projets sont identiques. L'histoire de son leader, Herbert Gruhl mérite d'être citée. Membre du Parti Démocrate Chrétien, Gruhl fut chargé de s'occuper des problèmes énergétiques et nucléaires. Il fit si bien et si honnêtement son travail qu'il fut obligé d'en tirer les conséquences... et de quitter son parti.

A l'opposé du GLU et du GAZ, se situe une tendance plus informelle qui ne se présentera probablement pas aux élections. Surtout implantée dans les grandes villes, elle dépasse largement le cadre de l'environnement pour se tourner vers les groupes de femmes, vidés, homosexuels, unions des locataires, groupes d'éducation, antifascistes, etc... Une sorte de convergence de mouvements divers et minoritaires.

Le mouvement écologique allemand est disparate. C'est, d'un côté un électoral chrétien démocrate en désaccord avec la politique nucléaire du gouvernement et de l'autre côté, l'indien berlinois et le spontanéiste de Francfort. Si il n'y a pas grand-chose de commun entre tout ce monde, il reste la volonté exprimée de «ne pas laisser continuer les choses comme ça». Et par ailleurs, l'expérience de Whyll-Kaiseraugst a montré que les vieux schémas droite-gauche, progressiste-conservateur ne veulent plus dire grand-chose dans la lutte pour la sauvegarde de la vie.

Quelque soit le résultat des prochaines élections, le mouvement anti-nucléaire se doit de formuler positivement et dès aujourd'hui des propositions pour une nouvelle société et s'ouvrir sur l'extérieur. Faute de quoi, il risque de d'endormir, y compris sur les lauriers d'une possible victoire à Gorleben ou pour le moratoire de 5 ans. De part et d'autre du Rhin, l'Europe connaît en tout cas les mêmes tourments écologiques, les mêmes conflits de tendance, et les mêmes... pollutions.

Hans ●

(1) Lire l'article de Solange Fernex dans le n° 254 de la GO.

# R.A.T. une A.G. pour l'avenir

Les reporters de la GO à l'assemblée générale des Amis de la Terre à Grenoble, nous ont fait parvenir les informations suivantes alors que les débats continuaient au centre Rochasson.

Il ne s'agit donc ici que d'une présentation d'éléments du débat. Nous reviendrons plus précisément, dans notre prochain numéro, sur cette assemblée générale, qui semble d'ores et déjà, avoir marqué une étape importante dans la vie et l'évolution du RAT.

**L** appel pour une liste des minorités, lancé voici deux semaines par un certain nombre de personnes dont une grosse poignée d'Amis de la Terre de Paris risquait d'empoisonner quelque peu l'atmosphère de l'assemblée générale du réseau des Amis de la Terre, réuni dans la banlieue de Grenoble durant le long week-end du premier mai.

On connaît en effet les craintes de certains groupes provinciaux d'un cavalier seul des parisiens tiré par la locomotive Lalonde. Brice étant signataire de l'appel, certains n'allaient-ils pas crier au charbon et à la magouille ?

Le risque était d'autant plus sérieux que lors d'une précédente

AG, qui s'était tenue à Melun, le RAT s'était prononcé très majoritairement pour une non-participation à la campagne des européennes, estimant qu'il y avait là un risque de dévoiement du courant écologique.

Au grand dam des esprits chagrins tout s'est heureusement fort bien passé. Mieux jamais débats aussi importants pour l'avenir du réseau et du mouvement écologique tout entier n'ont été teintés d'une pareille sérénité. Le RAT n'est plus seulement une composante importante du mouvement écologique, c'est désormais un creuset dans lequel la réflexion politique avance à toute allure. Par ces temps de disette, voilà qui est plutôt réconfortant.

La première journée de travail devait commencer sur une proposition originale. Le RAT s'étant engagé à mener campagne (1) pour imposer un référendum national sur le nucléaire, pourquoi ne pas aller plus loin et chercher à introduire dans la constitution française la possibilité pour la population de prendre l'initiative de référendums ? Après tout cela se fait bien dans d'autres pays européens dont le caractère démocratique ne souffre pas le moindre doute !

Idee séduisante et plus réaliste - selon ses défenseurs - que celle du référendum sur le nucléaire. On sait trop en effet combien l'arme de la consultation publique est facile à manier pour un pouvoir, puissant lorsqu'il en a l'initiative. A l'inverse si la population a la possibilité d'imposer un référendum, c'est tout un champ de pratiques politiques nouvelles qui s'ouvre à nous. Voilà ce qu'on dû penser bon nombre de participants au débat instruits par l'exemple du partito radicale italien.

Après de longs débats l'assemblée devait voter à une majorité des deux tiers une motion de synthèse permettant de tenir compte de cette proposition nouvelle sans faire pour autant l'impasse sur la décision déjà prise avec d'autres mouvements et par-

tis au sujet du référendum sur le nucléaire :

**«L'AG du RAT décide de faire campagne pour une révision constitutionnelle en faveur de l'introduction de référendums d'initiatives populaires. Elle approuve la proposition de création d'un comité national pour la suppression du programme nucléaire et la préparation d'un référendum et s'engage à lutter pour les objectifs qui lui sont présentés, sans préjuger d'autres orientations qui se révéleraient non contradictoires.»**

**La direction politique nationale du PSU réunit à Paris les 29 et 30 avril confirme les positions dont nous nous faisons l'écho dans la GO de la semaine passée. C'est-à-dire son accord pour une participation éventuelle à une «liste large», son accord également sur tous les points de l'appel Ecologie et Liberté.**

**Dans sa motion la direction du PSU émet une seule réserve elle concerne la participation à cette liste large, de personnes ayant exercé des responsabilités gouvernementales. On se demande bien à qui cela peut s'adresser. NDLR.**

La seconde journée fut, comme il fallait s'y attendre beaucoup plus mouvementée.

Parler sereinement d'une éventuelle participation des AT aux élections européennes ? impossible. Les enjeux sont de taille : quel avenir pour le mouvement écologique ? Quelle expression politique pour un mouvement social en voie

de formation ? Débats difficiles qui furent entachés de considérations touchant des problèmes personnels. Pour être plus précis, cela concernait le «leadership» du groupe des AT de Paris et les éventuelles têtes d'une liste aux élections européennes. A l'heure où nous bouclons ce journal, les discussions ne sont pas terminées. Une seule chose est certaine, qu'ils soutiennent ou non une liste écologique, les Amis de la Terre considèrent comme prioritaire le processus engagé par la lutte pour le référendum sur le nucléaire. De plus, si soutien à liste il y a, celle-ci ne peut être que largement ouverte, aux mouvements sociaux et aux dissidents de partis (suivez mon regard). Ouverture réelle et non cautionnée par une quelconque potiche du féminisme et du régionalisme. Quelque soit la décision que prendra l'AG de Grenoble une question reste posée : est-il possible de concrétiser celle-ci dans les quinze jours nous séparant de la date limite de dépôt des listes ? Grenoble dimanche 23 heures.

Marc Thivolle ●  
Jean-Louis Soullé  
Isabelle Cabut

**Dernière minute : la réponse à cette question est non, ont estimé les quarante groupes AT présents à Grenoble. En conséquence de quoi le RAT ne soutiendra aucune liste écologique.**

(1) Avec la coordination interrégionale des mouvements écologiques (CIME), la confédération syndicale du cadre de vie (CSCV), le MRG et le PSU.

**L** insoumission, voilà belle lurette que ça lui trottait dans la tête, pour tout dire depuis à peu près autant de temps qu'il connaissait l'existence d'une armée. Au départ, c'était une espèce de rêve qu'il caressait dans les brumes de son indécision vis à vis d'un engagement qui l'entraînerait seul vers des terres inconnues. Et puis un jour, le dos au mur, il franchit le pas : plus exactement le 1<sup>er</sup> juin 1977. Et Frédéric Joyeux, alias Vaïma se disait sur un ton fataliste : «finie la rigolade, c'est du sérieux maintenant». Il ne savait pas que la rigolade commençait...

Le premier mois lui fut pénible, Vaïma s'imaginait recherché par toutes les polices du pays. Apercevoir un képi de près ou de loin lui donnait immanquablement des sueurs froides et des tremblements dans les genoux. Un peu déçu, il s'aperçut très vite que les autorités, toutes occupées à traquer le voleur de cyclomoteur, ne prêtaient aucune attention à lui, reconnaissable pourtant entre tous grâce aux stigmates de l'anomalie et du dérèglement qu'il portait sans fard. Pensez donc, les flics n'étaient même pas (encore) descendus à son adresse officielle... Peu après, il passa de cette attitude excessivement paranoïaque à son opposé, une décontraction et une désinvolture carrément inconséquentes.

Le problème qui se posa à lui dès lors, fut celui de tous les insoumis : le fric. Ses amis l'aiderent, et il put, grâce à eux, voir venir. D'autres, j'en connais, ne purent survivre qu'à la manière des castors. Mais pour Vaïma, foin de bas accords sentimentaux, et c'est lorsqu'il put trouver une place de baby-sitter qu'il se qualifia intimement de veinard. Restait maintenant à le prouver.

Deux rencontres accidentelles avec les képis l'aiderent énormément à comprendre, orienter et politiser son insoumission qui, au départ, était surtout instinctive et individualiste, à la manière de ces jeunes qui, dès la réception de leur «ordre de route» se mutilent un doigt, se cassent un bras, une jambe pour échapper au «service national». La mutilation, tout

comme le suicide, soit dit en passant, sont d'ailleurs des délits que réprime le code de «justice» militaire par des peines d'emprisonnement. Suicidés de tous les pays, sachez-le, et pensez à vos familles ! Ces jeunes que, pudiquement, l'armée étiquette «délinquants militaires» sont en fait des anti-militaristes et forment sans doute l'écrasante majorité du «mouvement», éclipsant statistiquement parlant les objecteurs, renvoyeurs de livrets, membres de comités de soldats ou autres insoumis aux règlements qui écrivent dans les journaux et prêchent de la «théorie». Pourtant, le public toujours aussi bien informé, ignore ce fait indéniable. Tous ces «délinquants» sont des types qui, sans parler ou discourir, chacun à sa mesure, s'insoumettent à l'ordre militaire.

Bref, l'insécurité au quotidien permit à Vaïma de mieux comprendre, saisir ce qu'est l'Etat, ses institutions répressives : «**Votre armée, je ne la refuse pas pour ce qu'elle est mais pour ce qu'elle représente, à savoir l'Etat. L'Etat, pour moi, c'est l'ensemble des institutions qui, sous prétexte d'organiser les conditions matérielles de vie des masses, supprime la liberté des individus en la limitant. Comme si la liberté pouvait «être» en étant limitée. Pour y arriver, il utilise un ensemble d'organisations répressives (l'armée, la prison, le salariat, la famille patriarcale, la religion etc) qui tendent à rendre l'homme soumis et servil, ceci à la seule fin de se sécuriser, loin de toutes contradictions dans une pensée standardisée.**»

Son évolution personnelle l'amena bientôt à entrer en contact avec le Comité d'Action des Prisonniers (CAP), puis à lutter en son sein et avec lui. S'insoumettre si on ne lutte pas collectivement pour résister à la répression, c'est bien joli mais absurde, et peut être inutile : «**De même que je refuse l'armée, je refuse la prison : ce n'est pas un hasard si je suis au CAP. En effet, cela pourrait paraître anachronique étant donné que je ne suis pas un ancien taulard et que je n'ai encore jamais eu à subir le système**

judiciaire. Mais je suis conscient que le type de vie que j'ai choisi, les positions politiques que je prends, me conduiront tôt ou tard en taule».

Y a encore des «révolutionnaires» à l'eau de rose qui, lorsqu'ils entendent le mot «loubard» tirent leur revolver. A ces curés qui me promettent le grand soir tous les quinze jours, façon cadeau-bonux ou gadget-pif, je réponds que le loubard qui fait une virée chez les bourgeois est un militant politique autrement loquace (même s'il n'en est pas conscient) que le gauchiste salonnard des pseudo-ligues révolutionnaires. Lui, c'est sa vie qu'il joue. Pas le pourcentage aux élections. Vaïma ne supporte pas l'odeur rance des bureaux politiques, c'est pourquoi le 15 janvier 1978, il se faisait embarquer devant la prison de la Santé, à vendre le CAP, alors qu'un mouvement de grève de la faim avait démarré le matin même à l'intérieur de la prison. Une heure après son arrivée au commissariat, les flics découvraient l'irrégularité de sa situation militaire et le remettaient à l'autorité compétente. Conduit à

la caserne Duplex, on lui propose alors de porter l'uniforme : il refuse. On l'enferme dans une chambrée avec cinq autres insoumis. Il remarque tout de suite l'absence de barreaux à cette pseudo-cellule et vers une heure du matin, Vaïma fausse compagnie à ses gardiens, franchit le mur d'enceinte et s'éloigne à grandes enjambées vers la liberté.

C'est alors, quelque part en France, que Vaïma rejoint l'entr'aide étroite et la solidarité des insoumis entre eux, des anti-militaristes et des anti-autoritaires. Son objectif : orienter l'insoumission vers une lutte commune avec ces «anti-militaristes marginaux», ces «délinquants militaires» et la clientèle du CAP. Les déserteurs, les insoumis sont de la même «classe» que les taulards. Le déserteur et l'insoumis sont des déviants qui, malheureusement, auront de fortes chances à subir les caprices et les injustices de la justice civile. L'objection de conscience et la réforme restent les deux soupapes de sécurité mises en place par l'Etat, son pouvoir, son armée, sa justice et ses prisons. Ne reste qu'une seule solution, celle de Frédéric Joyeux alias Vaïma : l'insoumission totale, civile et militaire.

Dans la nuit du Mardi 10 au mercredi 11 avril 79, Vaïma était interpellé et arrêté alors qu'il s'appretait à rejoindre un appartement où il se cachait depuis quelques temps. Mise en place dans la nuit par le GSI (Groupe de Solidarité et d'Information-Insoumission), une coordination d'urgence, aidée d'avocats, démarrait les recherches, puis le soutien tôt dans la matinée. A 10 heures, un communiqué appelant au soutien et exigeant la libération immédiate de Vaïma était publié. A 14 heures, Frédéric Joyeux était libéré avec un papier militaire annonçant la cessation de toute poursuite à son encontre et un non-lieu.

Une histoire banale que celle de Vaïma, mais une brèche de plus qui ouvre aujourd'hui plus grands encore les champs infinis de l'insoumission totale.

Mandrin ●

Documentation : «**Vaïma, itinéraire d'un insoumis**» brochure 4F, éditée par le G.S.I. (Groupe de Solidarité et d'Information-Insoumission), 320 rue Saint Martin, 75003 Paris.



## Insoumission au quotidien

*Avant d'être théorique, l'insoumission est quotidienne et c'est dans les péripéties de ce quotidien que se trouve l'essence et la réalité de la théorie.*

Photo GO/Didier

## L'auberge espagnole de l'épiscopat français

*Avortement : 8ème péché capital et 11ème commandement*

Photo Baumann



**D**ans le temps, ma mère - qui avait été élevée chez les sœurs - disait volontiers : «la Bible ? y a à boire et à manger, la dedans, il suffit de trouver la bonne page !».

Le livre blanc°, c'est pareil. Et à le lire, je suis étonné du battage des médias autour de ce dossier sur l'avortement présenté par l'épiscopat français.

La presse de droite affiche un Hourrah enthousiaste au non à l'avortement de l'Eglise de France. Celle de gauche (ou considérée comme telle) va jusqu'à propulser «les évêques à la tête d'un lobby anti-avortement» (Libé du 24/4) à moins qu'elle ne mette l'accent sur le pluralisme de la commission qui ne s'adresse qu'aux seuls catholiques, mais ne brandit pas les foudres de l'excommunication.

Quant aux féministes, elles pourraient faire leur paragraphe entier sur «le rôle des femmes dans une société masculine» rédigé par Gérard Defois, dans le chapitre «alternative à l'avortement». Il ne fallait pourtant pas s'attendre à une position révolutionnaire des évêques français après les déclarations du dernier pape en décembre 78. Ce non de l'épiscopat était à prévoir. La doctrine chrétienne est fondée sur un noyau idéologique qui a résisté sans grand dommage à vingt siècles de mutation sociale. Le symbole en est la famille. L'Eglise ne peut en accepter la moindre altération, car tout changement ferait s'écrouler l'édifice. Pour cette seule raison, la politique du clergé doit rester immu-

able, éventuellement, elle ne refusera pas l'évolution de l'Etat ; elle accepte même que des révolutions changent les rapports sociaux (Pologne). Elle s'y adapte. «La position de l'église a évolué dans certains domaines» proclame Jacques Jullien, évêque de Beauvais, «dans le domaine de la liturgie, par exemple»... Avec l'habileté propre aux gens d'église à manipuler la casuistique, ce dernier habilite l'immobilisme de l'église en «prophète réaliste».

L'énoncé de ces principes absolus éloigne de la réalité quotidienne qu'est l'avortement. La position de l'évêque de Beauvais recouvre un souci d'enfoncer la femme dans un obscurantisme qui se veut dépoussiéré et qui va à l'encontre du texte de Gérard Defois maître de conférence à l'Institut Catholique de Paris préconisant un renforcement de la politique familiale de l'Etat... Ce que réclame le Parti Communiste depuis longtemps !

Rien sur la contraception. Et on s'interroge toujours sur la position papale vis à vis de la stérilisation forcée pratiquée sur les minorités en Occident et les peuples d'Amérique du Sud. Mais je m'éloigne...

Je garde, après lecture de ce dossier une sensation de flou distingué qui évoque par trop l'auberge espagnole.

Laurette Biterman ●

°Faire vivre - L'église catholique et l'avortement - Edition Le Centurion.



**C'**est bien connu : Tant à l'Est comme à l'Ouest, tout le monde il est gentil, tout le monde y veut la paix. Tout le monde, et y compris les 300 à 500 millions de morts que la prochaine der des der nous comptabilise sournoisement, à la sauvegarde, entre deux réunions internationales des deux blocs pour la limitation des armes nucléaires (notion d'ores et déjà familière aux militaires et politiciens «sérieux»). L'ennui, c'est que la proportion de ceux qui peuvent espérer survivre pour aller raconter aux copains que la guerre est la plus ignoble des imbécillités à tendance à diminuer. 14-18, dix à quinze millions de morts, 39-45 : 35 à 50 millions.

Et puis, y'a nous petits chanceux qui avons pu échapper à l'Indochine, l'Algérie, au service militaire (heu... pardon, national), qui n'avons pas connu la Madelon aux seins généreux, les poilus sympas, les rutabagas, la libération et les délibérations, mais qui mison sur l'amour entre les peuples, qui refusons cette monstruosité, cette insulte à l'humanité consciente qu'est l'armée et ce qu'elle engendre dans le corps social, et qui le montrons ouais, au quotidien, en refusant la part d'impôt annuel correspondant aux dépenses d'armement, en s'opposant à l'extension des camps militaires, en se battant pour imposer nos droits, pour traduire dans les faits notre idéal de paix et d'amour. L'amour, dirait Dali, c'est quelque chose qui rentre par l'œil et qui ressort par l'extrémité du sexe, sous forme de gouttelettes (d'huile de coude). L'amour, ça emmêle, ça bouleverse la loi des probabilités, ça tourne en ridicule les prévisions des statisticiens. C'est un tout. Un acte non prémédité qui fond sur ta tronche comme une coulée de ciel bleu. Et c'est bon. Si on devait définir en peu de mot, l'amour : le mobile le plus puissant du monde. Et ça rend intelligent, et c'est pas peu dire...

Chaque année, nous en offrons la preuve aux marchands de canons, par des manifestations pacifiques, généralement non-violentes, en tous les cas, de masse, contre la militarisation de nos sociétés, pour le désarmement unilatéral dans chaque pays, l'abolition des deux pactes militaires (Otan et Varsovie) et la reconversion des dépenses militaires en dépenses civiles de type sociale, visant à supprimer les structures d'oppression économique à l'échelle mondiale ; la libération de tous les insoumis embastillés.

Cette année encore, nous ne faillirons pas à la tradition et pour les nouveaux qui ne se contentent pas de formules classiques de voyages organisés par le Club Méditerranée, il existe une solution originale : rejoindre le train du désarmement, alias la 4<sup>e</sup> marche internationale, rebaptisé voici quelques jours «caravane du dé

sarmement» depuis que l'on sait que le voyage se fera par cars. Ce grand club de loisirs est implanté sur les lieux les plus convoités du tourisme international où il propose, en exclusivité, une conception de délassement audacieux, affinée par des années d'expérience : une sorte de combiné loisirs-travail qui permet aux participants

de s'enrichir sur tous les plans durant leur séjour outre-hexagone, en contribuant activement au développement des esprits autochtones.

A l'affiche pour 79, l'invasion pacifique de la Pologne via Brunsum, Köln, Hanovre, Berlin, Poznan, Varsovie : le tout en dix jours. Départ Bruxelles (QG de

l'Otan) le 1<sup>er</sup> août, vous pouvez d'ors et déjà vous munir d'un passeport. On ne vous promet rien de définitif quand au siège de Varsovie (Pacte militaire du même nom), il nous faut compter en premier chef sur une armée puissante (environ 500 gugus. S'inscrire dès maintenant auprès des coordinations régionales), en sous-chef sur la position définitive qu'adopteront nos alliés de derrière le rideau de fer du Comité Polonais pour la paix, peu favorables au projet. Seraient capables de porter la responsabilité de leur image de marque au niveau de la presse occidentale, ces bougres, si nous n'avions dès aujourd'hui et poussés par notre solidarité d'internationalistes préféré leur éviter pareil affront en décidant d'organiser une campagne de lettres favorable à cette marche. Prenez pour modèle l'appel destiné aux personnalités du monde littéraire, artistique, universitaire et écrivez nombreux à Monsieur Tyrluk, Président du Comité Polonais pour la Paix, UL, Rajcow 10, 00220 Varsovie, Pologne. Ne lâchez pas votre bic et dans la même foulée rédigez une lettre identique pour l'ambassade de Pologne à Paris (adresse dans le bottin). Actuellement, nos amis italiens, allemands, anglais, hollandais, espagnols, etc... font la même démarche. L'internationalisme pacifique doit aussi s'inscrire dans les faits et pas uniquement dans les têtes.

Mandrin ●

P.S. : La prochaine réunion internationale se tiendra à Milan, Comuna Via Della Commenda 25, 26et 27 mai. Pour les fauchés, une coordination nationale est prévue à Lyon les 16 et 17 juin au local du Mera 4 rue Baudin 69001 Lyon. Tél : 78/27 29 82

#### liste des coordinations

##### Coordinations régionales :

- Toulouse : Totolai Kelbérine, 4 place Laganne 31300 Toulouse.
- Alsace : Evelyne Hoog, 55 rue des Vergers 68100 Mulhouse.
- Bretagne : Denis Lauden, 31 rue de Quimper 29143 Pouldreuzic.
- Paris : Liliane Gottrand Franceski, 108 rue Michel Ange 75016 Paris.
- Rhône : GARM M. Debard, 7 rue Jomard 69600 Oullins.

##### Coordination nationale :

«L'Escargot Baveux», BP 1244 21030 Dijon Cedex.

##### Coordination internationale :

WRI, 35 rue Van Elwick 1050 Bruxelles, Belgique.

# Caravane du désarmement

**S**i nous savons que le désarmement est une nécessité urgente, nous savons aussi que c'est une lutte. Les mois et les années de prison infligés aux objecteurs de conscience et insoumis dans tous les pays en témoignent comme en témoignent aussi le prix payé par ceux qui refusent la part d'impôt annuel correspondant aux dépenses d'armement, s'opposent à l'extension des camps militaires ou organisent un peu partout diverses formes de résistance non-violente.

La répression et le silence des grands moyens d'information sont les deux armes principales des gouvernements et groupes de pression qui cherchent à faire taire la voix des pacifistes et antimilitaristes non-violents. Nombreuses ont été les tentatives de la part des autorités des divers pays de bloquer nos marches pour le désarmement et de nous empêcher de communiquer avec les gens, affirmer notre choix fondamental en la démilitarisation.

Aller dire partout que le désarmement est possible, qu'il est nécessaire non pas demain mais aujourd'hui, que chaque pays peut donner l'exemple en amorçant le processus unilatéralement, est par-

fois considéré comme subversif, car non conforme aux thèses officielles de l'Est comme de l'Ouest. Nous avons décidé d'entreprendre une action trans-nationale irréfutable en liant l'Est à l'Ouest et se déroulant dans les deux blocs en organisant une caravane du désarmement qui liera l'été prochain Bruxelles (siège de l'Otan) à Varsovie (pour le pacte de Varsovie).

Nous ferons étape dans chaque pays traversé pour manifester et communiquer avec les populations en expliquant les objectifs de notre action.

Il est clair que nous risquons de nous heurter à des interdictions et que certaines autorités seront tentées de limiter notre droit à la communication et le droit des gens à dialoguer librement avec nous. Il n'en est que plus important pour nous de faire face et d'opposer à toute opposition éventuelle à ce projet la ferme détermination de la non-violence active et du dialogue, et la force de notre message de paix et d'espérance.

En tant que pacifistes, antimilitaristes, non-violents, objecteurs de conscience, militants pour le désarmement et les libertés, nous ne pouvons

qu'affirmer quelque soient les lieux et les circonstances, les droits inaliénables à la communication des idées, au dialogue et à la recherche de moyens d'action pacifique et démocratique susceptibles d'unir les peuples dans un effort collectif pour la défense de la vie.

Nous avons le devoir de ne pas céder aux intimidations ou interdictions abusives qui pourraient se faire jour dans la préparation et le déroulement de cette action.

Nous invitons à participer à cette action internationale tous ceux et toutes celles qui sont d'accord avec nous sur ces objectifs. Afin d'assurer le plein succès de cette initiative, les promoteurs de la caravane du désarmement ont élaboré une charte de marcheurs :

- Désarmement unilatéral dans chaque pays.
- Abolition des deux pactes militaires (Otan-Pacte de Varsovie).
- Reconversion des dépenses militaires en dépenses civiles de type social et visant à supprimer les structures d'oppression économique à l'échelle mondiale.

Jean Fabre, insoumis français, Secrétaire Général du Parti Radical Italien.

#### APPEL A ENVOYER :

au Comité pour la paix Polonais  
Mr R. Tyrluk  
UL. RAJCOW 10  
00220 VARSOVIE  
POLOGNE  
à l'Ambassade de Pologne  
3, rue Talleyrand  
75007 PARIS

Monsieur,

L'été prochain doit se dérouler, à l'initiative de militants pour la paix et le désarmement et de diverses organisations internationales pacifistes, antimilitaristes et non violentes, une manifestation liant Bruxelles (siège de l'O-TAN) à Varsovie (où fut signé le Pacte de VARSOVIE) en faveur du désarmement, de l'abolition des blocs militaires et de la conversion des dépenses militaires en dépenses civiles.

Nous faisons appel, au gouvernement Polonais et à tous les gouvernements concernés à l'Est comme à l'Ouest pour que cette manifestation démocratique pacifique et non-violente puisse se dérouler avec toutes les garanties démocratiques nécessaires dans l'esprit des accords d'Helsinki, du droit à la communication entre les individus en assurant la libre expression des idées et du dialogue entre les peuples.

Veuillez recevoir, Monsieur, l'assurance de ma haute considération.

SI VOUS AVEZ LA POSSIBILITE DE FAIRE SIGNER CET APPEL A DES PERSONNALITES, FAITES-LE. MERCI !



Si avant d'encombrer les cimetières, on rêvait un peu d'évasion ?





**C**haude journée de face à face au Larzac : des paysans et leurs amis, peut-être 200 personnes, se sont opposés à la visite du juge GRENET sur les terres du GFA\* de Costeraste. Ce dignitaire du tribunal de grande instance de Rodez venait effectuer le délicat et dernier acte administratif du processus d'expropriation : l'expertise financière.

Cette journée, les paysans l'avaient soigneusement préparée. Il était hors de question que le juge Grenet effectue son travail avec la complicité passive des gens du plateau. Plus que jamais, depuis le vote millavois (80% de non au camp) les prétentions militaires ont un caractère illégitime. L'attitude de l'audacieux Grenet n'était guère emprunte de sérénité. Il fit son expertise éclair juché sur une colline qui domine mal le domaine, de plus, arrivé en retard sur les lieux, il ne put rencontrer les gérants légaux de Costeraste.

Certains empêchements !

Dès le matin de sa visite, M. Grenet était filé par des observateurs efficaces. «Où va-t-il, que fait-il ?» les paysans étaient constamment tenus au courant du manège du fonctionnaire. Ce dernier d'ailleurs entamait la difficile approche du lieu de sa passion. Quelques barrages sur la RN 9 lui font rebrousser chemin. Farouche, il saute son déjeuner et profite de la trêve du repas matinal pour gagner en catimini La Cavalerie. Il faut dire que M. Grenet se déplaçait avec escorte, entendez une brochette de gendarmes, ce qui le sécurisait mais l'empêchait de jouer au passe-muraille. Ce jeu de cache-cache aboutissait devant la gendarmerie de La Cavalerie. Les paysans et consorts, ayant débusqué le rusé juge, commençaient un sit-in pour l'empêcher de sortir de son fortin. Un commandant de gendarmes était venu signifier auparavant aux manifestants qu'il est très vilain d'ennuyer un magistrat pendant son travail. A l'autre bout : rires. Le portail de la gendarmerie se trouva anonymement cadennassé, comble du vice, des morceaux d'allumettes bouchaient le trou de la clé.

### Premier round : les horions pleuvent

Gendarmes et magistrats sont donc enfermés dans leur propre maison. Le cadenas saute au burin et les uniformes commencent à horionner les manifestants. Là-dessus, quelques 200 gardes mobiles sur le pied de guerre débarquent de leur car. Le ton était donné, l'affaire devenait méchante et elle le resta.

# Vers la lutte finale ?

## Un juge des expropriations Des escarmouches Et un nouveau fromage

Le magistrat Grenet, à bord d'une fourgonnette de gendarmerie opérait une sortie stratégique, précédé par une équipée de gardes mobiles pour nettoyer le terrain. A noter qu'on apercevait dans la foule assise M. Deruy, conseiller général de Millau, qui avait expliqué sa présence parmi les paysans en ces termes : «représentant du peuple, je suis avec lui !» Beau, n'est-il pas ?

Le nettoyage fut douloureux. La garde brossa d'abord quelques photographes de presse mis au tapis in petto !

Suivirent quelques tabassages sur les manifestants assis qui de plus chantaient. Le fourgon et M. Grenet, ayant pris la direction de Costeraste, le sit-in cessait et par une autre route les

manifestants finauds se défilèrent aussi sur la ferme du GFA.

### Second round : on prend les mêmes et ...

Comité d'accueil surprenant pour le juge et les hommes d'armes : un troupeau de pacifiques mais têtus moutons leur barraient l'accès de la ferme. Le fonctionnaire échaudé constatait son impuissance à effectuer sa mission normalement. Il l'effectuait donc anormalement, vaguement perché sur une colline voisine. Quelle juridiction reconnaîtra pareille expertise ? Quand il voulut partir de l'endroit, les manifestants obstinés fermaient de nouveau la route. On en vit même un s'engager

sous le véhicule du juge. La gendarmerie, sur les charbons ardents, attaquait ferme encore une fois, d'autant qu'un véhicule, genre estafette bleu nuit avait ses quatre pneus mystérieusement dégonflés. A la crosse de fusil, à coups de poing, de pied, les gendarmes dégagèrent la place. La colère devenait sérieuse de part et d'autre. On releva quelques blessés dont Christian Roqueyrol, fermier de Cavalies, avec un bel hématome sur la poitrine. Une nouvelle preuve de la concertation !

### Troisième round : vers l'été de l'imagination

Cet épisode pas tellement «neuf» au Larzac n'a pas le caractère bon enfant auquel nous avions habitués d'autres escarmouches (comme celles de la fameuse adduction d'eau). On parle déclaration de guerre sur le plateau et la presse avide de fusils voit déjà la patience non-violente six pieds sous terre. Les paysans répondront, ne spéculons pas, les Larzaciens nous ont habitués à une seule chose : la surprise. Ils créent leur lutte, qu'on ne l'oublie pas. La bagarre de Costeraste n'est pas un ultimatum, non plus la ligne de conduite certaine des paysans. Le ton se durcit mais qui aurait pensé le contraire ? pas les paysans, qui renforcent leur arsenal de moyens de lutte et dégagent pour cet été avec les comités Larzac un véritable plan d'occupation du plateau. Nous avons déjà expliqué dans ces colonnes le développement de l'information horizontale au Larzac et l'amélioration des conditions de vie des réfractaires : nouveau téléphone sauvage, épicerie volante, mécaniciens aux pieds nus, vétérinaires coopératifs etc... Face à l'extérieur, les Larzaciens vont commercialiser et populariser un nouveau fromage. Pourquoi pas ? Ce sera le trois cent unième fromage français et il s'appellera Larzac : garanti introuvable dans le mess des officiers.

De plus, on ne rappellera jamais assez que des terres sont à mettre en culture, des bâtiments restent à occuper, que l'été c'est la saison des foins, et qu'il faut des bras. Tranquille Emile, au Larzac la vie se dit en occitan : «inventons-la».

Asselin ●

\*GFA : Groupement Foncier Agricole, il est toujours possible d'y souscrire, renseignement : coordination des comités Larzac, rue de Glossop, 12000 Millau. D'autre part, allez bronzer intelligent 26 et 27 mai à Millau, date de la prochaine réunion de coordination. On y sera.



Photo Christian Weiss